

le prolétaire

organe du parti communiste international

M2414 - 451 - 5F

CE QUI NOUS DISTINGUE: La revendication de la ligne qui va de Marx à Lénine, à la fondation de l'Internationale Communiste et du Parti Communiste d'Italie (Livourne 1921); la lutte de la Gauche Communiste contre la dégénérescence de l'Internationale, contre la théorie du "socialisme dans un seul pays" et la contre-révolution stalinienne; le refus des Fronts populaires et des blocs de la résistance; la tâche difficile de restauration de la doctrine et de l'organisation révolutionnaires, en liaison avec la classe ouvrière, contre la politique personnelle et électoraliste.

- le prolétaire -
Journal bimestriel - Un exemplaire :
5FF, 30FB, 3FS, 3000Li, 100Pts
- programme communiste -
Revue théorique - Un exemplaire :
25FF, 140FB, 10FS, 5000Li

- il comunista -
Journal bimestriel en italien
Un expl.: 10FF, 40FB, 5FS, 2000Li
- el programa comunista -
Revue théorique en espagnol
Un expl.: 20FF, 120FB, 8FS, 400Pts

- le prolétaire -
No 451
Nov. - Déc. - 1999
36^e année

DANS CE NUMERO

- L'économie mondiale sous un volcan (3)
- Solidarité avec les prisonniers politiques!
- Vers la retraite à 70 ans?
- Contre l'OMC, une campagne démocratique réactionnaire
- Question kurde. Les offres de capitulation d'Oclan et du PKK à l'Etat turc

A nouveau la chasse aux sans-papiers

A la fin du mois d'octobre une fuite dans la presse révélait le contenu d'une circulaire du Ministre de l'Intérieur aux préfets. Chevénement reprochait à ces derniers «le niveau anormalement bas» des expulsions de travailleurs étrangers sans-papiers: «Vous devez motiver et mobiliser les services de police pour procéder aux interpellations, qui sont actuellement en nombre insuffisant»; «Il a été fait montre d'une grande circonspection durant la régularisation. Il convient d'y mettre fin car elle n'est plus justifiée»; «J'attache du prix à ce que, dans les derniers mois de l'année 1999, une augmentation significative du nombre d'éloignements effectifs intervienne. Je m'en entretiendrai avec ceux d'entre vous qui sont les plus concernés», etc.

Bien que certaines organisations prétendent de soutien aux sans-papiers, comme le GISTI (Groupe d'Information et de Soutien des Travailleurs Immigrés) aient tout de suite essayé de minimiser cette circulaire, elle nous semble au contraire devoir être prise au sérieux.

La période de régularisation - il faudrait dire plus justement de non-régularisation de la majorité des sans-papiers - était le résultat d'une période de luttes obstinées des travailleurs. Il fallait alors faire miroiter la régularisation, utiliser un gant de velours pour étouffer ce mouvement de luttes, et éviter de le rallumer par des mesures trop brutales. Maintenant que Chevénement juge le mouvement bien mort, plus besoin de prendre des gants. Au contraire il est important d'effrayer les travailleurs en situation irrégulière, de faire peser à nouveau sur eux de tout son poids la crainte de l'expulsion.

Nous avons souvent répété que le but véritable des autorités n'est pas de chasser tous les travailleurs clandestins. Elles savent parfaitement que des secteurs entiers de l'économie ont besoin d'une main d'oeuvre taillable et corvéable à merci, qui se contente par force de salaires de misère, qui ne peut se plaindre ou revendiquer parce qu'elle vit en permanence sous la menace de l'expulsion immédiate. Or l'allègement relatif de cet état d'exception sous lequel est contraint de vivre cette fraction de la classe ouvrière en conséquence des luttes des sans-papiers, avait des conséquences tout à fait désagréables pour ces secteurs économiques. Il fallait de toute urgence manier et montrer la trique pour que ces prolétaires filent doux: c'est sans aucun doute la raison pour laquelle une fuite de cette circulaire a été organisée. Quand aux vagues déclarations de Chevénement sur

(Suite en page 2)

Retour de la croissance?

Retour de la lutte prolétarienne!

Les institutions et les médias bourgeois, relayés par les organismes de prévision internationaux, ne cessent de vanter le retour de la croissance qui se dessinerait nettement à l'horizon; la commission européenne vient d'annoncer qu'elle prévoit maintenant une croissance plus forte que ce qu'elle prévoyait hier (que prévoira-t-elle demain?) pour 2000 et 2001. Le gouvernement français trouve que l'économie du pays va bien, les recettes fiscales sont plus fortes que prévues au point qu'il n'hésite pas à annoncer à grand bruit que, demain ou après-demain, il va baisser les impôts, et que très bientôt nous allons assister au retour, en même temps de la croissance et du plein emploi.

Cette satisfaction se retrouve aussi chez les patrons, si l'on en croit un magazine économique qui parle même de «position euphorique»: «Les bénéfices des entreprises françaises ont, comme l'année précédente, fortement augmenté en 1998, de près de 5% en moyenne. Les marges n'ont finalement pas été trop érodées par les tensions sur les prix de vente (...). En outre les réflexes de prudence en matière de gestion hérités de la crise n'ont pas été oubliés. L'évolution des salaires est ainsi restée très modérée, eu

égard à l'activité soutenue et aux améliorations de productivité. Le taux d'excédent brut d'exploitation des entreprises a d'ailleurs continué à s'améliorer, renouant enfin avec les hauts niveaux du début de la décennie, etc.». Une étude d'un cabinet spécialisé en relations sociales indique que les augmentations de salaires prévues pour 2000 et 2001 seront les plus faibles des 5 dernières années (alors que, paraît-il, 1999 aurait été marqué par une forte hausse) (2).

Si le capitalisme va mieux, c'est que les prolétaires vont plus mal. Au début octobre l'INSEE (Institut de statistique officielle) a publié une enquête sur l'évolution des revenus de la population, divisée en 10 tranches égales ou 10 «déciles», classés selon le revenu. Le revenu «fiscal» (c'est-à-dire les revenus de leur activité, en dehors des revenus dits «du patrimoine») du premier décile - les dix pour cent de la population qui gagnent le moins - ont vu leur revenu baisser de 2,7% par an en moyenne de 1990 à 1996. Le deuxième décile (les 10% de la population qui ont revenu supérieur au premier) a vu ses revenus baisser de 0,3% par an. Tous les autres déciles ont connu une augmentation de revenu: faible pour les troisième et qua-

trième déciles (0,2% par an), et de plus en plus forte ensuite. La tranche de la population qui a connu la hausse la plus forte de revenu est la tranche constituée par les 10% aux revenus les plus élevés: 0,9% de hausse par an. L'INSEE ajoute que de 1970 à 1975, les écarts de revenu s'étaient réduits; dans les années 80 ce resserrement de l'éventail des revenus s'était ralenti, la tendance inverse - creusement des inégalités de revenus - s'affirmant depuis le début des années 90.

Cependant pour avoir une idée plus juste des inégalités il faut prendre en compte ce «patrimoine» auquel nous avons fait allusion. Les ménages classés dans le premier décile disposent en moyenne d'un «patrimoine» estimé à 5000 F, tandis que ceux des neuvième et dixième déciles (les 20% les plus fortunés de la population) ont un patrimoine estimé à 1.955.000 F. L'INSEE ne le précise pas, mais il n'y a pas de doute que la partie la plus riche du dernier décile a un patrimoine encore bien supérieur à celui-ci. Comme l'affirmait Marx autrefois, la société capitaliste est divisée en deux pôles opposés: un pôle de sans-réserves (qu'est-ce qu'une

(Suite en page 2)

La dégénérescence du pouvoir prolétarien et le rôle du parti (I)

Nous continuons la petite série de textes écrits pour défendre la conception marxiste du rôle du parti et de ses rapports avec la classe contre les déviations libérales, libertaires, démocratiques en un mot, qui sont dominantes dans les périodes contre-révolutionnaires, en publiant des extraits du chapitre de «Force, violence, dictature dans la lutte de classe» consacré à répondre aux objections suscitées par la dégénérescence du pouvoir prolétarien en Russie. L'interprétation banale, commune aux trotskystes comme aux libertaires, est que le prolétariat a perdu la partie face au stalinisme à cause du manque de démocratie dans l'Etat et dans le parti. Pour éviter une nouvelle dégénérescence il faudrait donc (et il suffirait), selon ce type de conceptions, que la dictature du prolétariat de l'avenir soit la plus

difficile problème de la dégénérescence du pouvoir ouvrier peut être délimité dans les grandes lignes suivantes: dans un grand pays, la classe ouvrière a conquis le pouvoir sur la ligne historique de l'insurrection armée et de l'anéantissement de l'influence des classes battues par la dictature prolétarienne. Mais dans les autres pays du monde, la classe ouvrière n'a pas eu la force de commencer l'attaque révolutionnaire, ou elle a été écrasée dans sa tentative. Dans ces pays le pouvoir resta à la bourgeoisie, la production et l'échange continuèrent à se développer dans le cadre du capitalisme, qui domine tous les rapports du marché mondial.

Dans le pays de la révolution, la dictature tient bon sur le plan politique et militaire contre toutes les tentatives de contre-attaque: en quelques années elle achève victorieusement la guerre civile, et le capitalisme étranger n'engage pas d'action générale pour la renverser.

Pourtant, un processus de dégénérescen-

démocratique possible, que le parti de classe n'ait qu'un rôle effacé ou secondaire par rapport aux autres organisations prolétariennes et que ce parti lui-même fonctionne selon les principes de la démocratie la plus large. C'est là exactement l'inverse de la position marxiste correcte.

«Force, violence, dictature dans la lutte de classe» (brochure n° 6 des «Textes du P.C. International») est paru pour la première fois entre 1946 et 1948 sur les colonnes de «Prometeo», revue théorique du Partito Comunista Internationalista. Publié anonymement comme toutes les publications de notre courant, son auteur était le même que celui des deux textes précédents de la série («Principes marxistes fondamentaux» et «Marxisme et autorité» sur les n° 449 et 450 du «Prolétaire»), Amadéo Bordiga.

blir quand et à quoi on pourra reconnaître les conditions d'un processus révolutionnaire préservé de cette régression pathologique.

Nous ne occupons pas ici de la position de ceux qui contestent l'existence d'une dégénérescence en Russie et qui soutiennent qu'il y a là-bas un vrai pouvoir révolutionnaire ouvrier, que les formes économiques y évoluent réellement vers le communisme et qu'il existe une coordination avec les partis du prolétariat à l'étranger permettant d'aller à l'anéantissement du capitalisme mondial.

Nous ne voulons pas non plus étudier l'aspect économique-social du problème, qui doit se fonder sur une analyse serrée du mécanisme russe de production et de distribution et de ses rapports réels avec les économies capitalistes de l'extérieur.

Ici, au terme de notre exposé historique sur les problèmes de la violence et du pou-

(Suite en page 5)

Retour de la croissance? Retour de la lutte prolétarienne!

(Suite de la page 1)

réserve de 5000 F?) qui n'a d'autre richesse que sa force de travail à vendre, et à l'autre extrémité de la société un pôle de possédants qui s'engraissent du travail des prolétaires (le tableau est encore plus tranché parce que l'INSEE signale qu'elle n'a pris en compte que les ménages qui disposaient d'un revenu fiscal: toute une partie de la population, non chiffrée, est trop pauvre pour figurer dans cette enquête).

Et l'examen de l'évolution de ces revenus du patrimoine est instructive. Le «patrimoine de rapport» (des propriétés immobilières aux actions, etc.) a produit un revenu en hausse de plus de 10% par an depuis 4 ans. «L'année 1998 a été particulièrement faste pour les détenteurs de patrimoine et donc, au premier chef, pour les ménages les plus fortunés. (...) L'INSEE précise que "tous les types de placement ont permis de gagner de l'argent", ce qui n'était pas arrivé depuis 1989» (2).

Bref, les riches - les capitalistes - s'enrichissent, les pauvres - les prolétaires - s'appauvrissent, tout va pour le mieux dans le meilleur des mondes bourgeois!

LE RÔLE ANTI-PROLÉTARIEN DES 35 HEURES

Oui, mais chacun sait que nous avons un gouvernement de gauche aux commandes, un gouvernement qui n'hésite pas à imposer au patronat des réformes sociales dont celui-ci ne veut pas: les 35 heures sont la grande oeuvre sociale du gouvernement, le résultat qui distingue vraiment sa politique de celle des gouvernements conservateurs précédents! C'est en tout cas ce que l'on pourrait croire à entendre certaines diatribes du MEDEF (l'organisation patronale, anciennement CNPF). Mais le son de cloche est différent chez les responsables bourgeois lorsqu'on ne s'arrête pas aux déclarations de propagande. C'est ainsi que le FMI, qui n'est guère connu pour sa sensibilité sociale, estimait fin octobre que la politique gouvernementale était digne d'*«éloge»* et meilleure que celle du gouvernement Juppé. Tout en regrettant que les 35 heures aient un «coût budgétaire élevé», le FMI estime que cette réforme «semble avoir eu une incidence positive au niveau du dialogue social et de l'organisation du travail» (3).

La réduction du temps de travail est évidemment la perspective attrayante pour les travailleurs; mais la réalité montre de façon toujours plus évidente que cette perspective, quand elle n'est pas tout simplement illusoire, n'est en fait que la carotte qui fait passer l'essentiel: une aggravation des conditions de travail (et de vie) des prolétaires. Dès le départ le gouvernement a affirmé aux patrons que les concessions qu'impliqueraient de leur part cette réforme, seraient plus que compensées par les gains de productivité qu'amènerait la réorganisation du temps de travail, c'est-à-dire par une meilleure exploitation des travailleurs. La loi complémentaire sur les 35 heures a dissipé toutes les ambiguïtés qui persistaient à dessein dans la première loi. Par exemple, alors que celle-ci conditionnait les aides gouvernementales à l'entreprise à la création ou à la «préservation» (sic!) d'emplois, cette condition a disparu. Mais surtout la loi introduit cette *flexibilité* de la force de travail réclamée à corps et à cris par les bourgeois, faisant disparaître une bonne partie des règlements qui freinaient l'aspiration du capital à plier toujours davantage les prolétaires aux besoins de la production.

On peut trouver sous la plume d'un partisan de cette réforme qu'il estime «menacée», ces constatations désabusées: «On peut d'ailleurs se demander si, dans l'esprit de leurs promoteurs, les 35 heures n'ont pas pour premier objectif d'institutionnaliser les formes atypiques de travail et d'horaires.

(...) Le patronat a tendance à "acheter" les 35 heures par une plus grande flexibilité et une plus grande amplitudes des horaires. (...) Rigidité des stocks au niveau zéro, fluctuations des hommes, telle est la norme qui ne date pas des textes sur les 35 heures. Les premières mesures de modulation sont apparues en 1982 avant d'être étendues en 1987, puis en 1993. En contrepartie d'une baisse de la durée moyenne annuelle, il est devenu possible de travailler jusqu'à 10 heures par jour et 48 heures par semaine. Non seulement le système a permis de ne plus payer d'heures supplémentaires, mais les contreparties ne sont pas toujours établies (...). Du coup, certains accords sur la RTT (Réduction du Temps de Travail-NdIR) ont été l'occasion de donner un cadre légal (et acceptable) à des pratiques hier discrétionnaires» (4).

En fait la réforme permet de généraliser à l'ensemble des prolétaires en la rendant légale, des situations qui étaient relativement rares. L'annualisation du temps de travail permet de faire disparaître la durée légale de la journée et de la semaine de travail en adaptant leurs durées aux besoins de l'entreprise: les 35 heures permettent les 48 heures quand le patron le demande! L'accord signé dans la métallurgie a permis à Thomson-RCM de faire travailler jusqu'à 65 heures par semaine (5). Les créations d'emploi qui devraient être la conséquence du passage aux 35 heures et la contrepartie du gel des salaires, disparaissent comme un mirage à l'horizon. A France-Télécom l'accord sur les 35 heures prévoit la création de 900 emplois, alors que des milliers d'employés vont partir à la retraite. Des situations identiques se retrouvent dans l'automobile ou dans la plupart des administrations: *baisse d'emplois*, remplacement d'emplois fixes par des emplois temporaires, et de façon générale *augmentation de l'intensité du travail*, suppression de certains avantages acquis, etc, sous prétexte de créer des emplois et d'augmenter le temps libre pour les travailleurs. Ce n'est donc pas sans raison que le FMI félicitait le gouvernement des incidences positives de la loi sur l'organisation du travail et les relations sociales!

LES POMPIERS SOCIAUX À LA RESCOUSSE

Les travailleurs sont de plus en plus nombreux à se rendre compte de ce que signifient réellement les 35 heures, si l'on en juge par le mécontentement qui accompagne la mise en oeuvre des dispositions légales dans les entreprises et les administrations. Ce mécontentement se traduit de plus en plus souvent par des grèves et des manifestations. Mais les organisations syndicales non seulement prennent bien soin de ne pas étendre et unifier ces mouvements locaux (200 préavis de grève à la Poste!), mais, avec l'appui ou en concurrence avec le PCF et l'extrême gauche centriste, elles s'efforcent d'allumer des contrefeux par des manifestations-processions répétées (la dernière en date étant celle du 30 novembre), sans autre perspective, au mieux, que de «faire pression sur le gouvernement», afin qu'il «résiste aux pressions du patronat» (déclaration Annick Couppé, dirigeante de SUD-PTT) ou d'exprimer ses «doutes» sur la loi des 35 heures (déclaration de Thibault, dirigeant de la CGT). Comment la CGT qui s'affirme par la voix Thibault comme un syndicat de «cohésion sociale» (interview au quotidien économique «La Tribune» du 28/10) pourrait-elle défendre réellement les intérêts des prolétaires? Comment le PCF qui partage au gouvernement la responsabilité de ces lois pourrait-il les combattre? Comment les trotskystes et tous ceux qui font croire que le gouvernement a de bonnes intentions, mais qu'il est trop timide face aux patrons, pourraient-ils se mettre à organiser une lutte résolue et généralisée contre ce gouvernement qui n'est que le fondé de

pouvoir des capitalistes?

La politique gouvernementale concentre et dirige l'attaque capitaliste contre le prolétariat; mais tout l'intérêt pour les bourgeois d'un gouvernement de gauche est qu'il est capable, moyennant quelques concessions secondaires, d'émousser et de paralyser les réactions de lutte ouvrières, de faire jouer à plein toute la chaîne des pompes sociales, les endormisseurs professionnels du prolétariat. La défense des intérêts prolétaires implique la rupture avec l'opportunisme politique et syndical, avec l'orientation, les méthodes et les moyens du collaborationnisme et le retour aux méthodes de la lutte de classe.

Cela ne signifie pas que les communistes véritables sont des partisans du «tout ou rien», proposant à chaque instant et à tout moment, indépendamment des rapports de force réels, des objectifs ou des moyens d'action ultimatistes pour se réfugier ensuite dans on ne sait quel splendide isolement lorsque les travailleurs hésitent à les suivre. Mais cela signifie qu'à tout moment et à toute étape de la lutte, quel que soit son degré et son extension, ils mettent en avant les seuls intérêts du prolétariat et ils combattent sans cesse les orientations qui tendent à faire dépendre la lutte des intérêts de l'entreprise, de la région ou de la nation.

Il est clair qu'aujourd'hui il n'est pas possible d'imaginer qu'il soit possible de faire plus que ce travail minime d'organisation et d'orientation parmi les prolétaires. Ce n'est pas la volonté ou l'habileté tactique d'une poignée de révolutionnaires qui pourra jamais mettre en mouvement de larges secteurs de la classe ouvrière, mais les contradictions elles-mêmes du capitalisme. Mais ce travail minime, quand il est aujourd'hui possible, de réaffirmation des principes, des méthodes et des moyens de la lutte de classe, est un pas nécessaire vers la réappropriation, dans un avenir que nous espérons pas trop

éloigné, et, à l'issue de luttes plus vastes, de ces principes, de ces méthodes et de ces moyens par des couches plus nombreuses de prolétaires.

Ce sera alors le retour de la lutte prolétarienne:

- Pour la réduction drastique de la journée de travail
- Pour l'augmentation générale des salaires, plus forte pour les bas salaires
- Pour l'embauche des travailleurs précaires
- Pour des indemnités chômage égales au salaire
- Contre la flexibilité, la précarité, le salaire individualisé ou au mérite
- Contre toutes les divisions de catégories, de sexe, de nationalité entre les prolétaires
- Pour la lutte révolutionnaire internationale dirigée par le parti de classe contre le capitalisme mondial!

(1) cf «Le Nouvel Economiste», n° spécial classement des 5000 premières entreprises françaises, novembre 1999.

(2) cf «Libération», 25/11/99.

(3) cf «Le Monde», 7/10/99.

(4) cf «Menaces sur les 35 heures», «Le Monde Diplomatique», septembre 1999.

(5) Il s'agit de cadres dont le temps de travail dépassait largement les 48 heures par semaine. Ce cas a été assez médiatisé parce que des inspecteurs du travail s'étaient mis en tête de dresser des procès-verbaux pour infraction à la législation du travail à la direction de Thompson. Craignant que cet exemple s'étende à d'autres entreprises, le Ministère a expressément interdit à ses inspecteurs de continuer. Les lois sociales, c'est bien joli, mais à condition que cela n'embête pas les patrons!

A nouveau la chasse aux sans-papiers

(Suite de la page 1)

l'éventualité d'autoriser le vote des immigrés en situation régulière aux élections locales, elles n'ont d'autre but que de jeter de la poudre aux yeux des bonnes âmes démocratiques qui pourraient s'offusquer du tour de vis répressif entrepris par le gouvernement.

En effet, les conditions elles-mêmes qui donnaient droit à régularisation selon la loi Chevènement sont de moins en moins respectées par les services préfectoraux. Quand aux 90.000 régularisés, ils n'ont en fait bénéficié que d'une autorisation provisoire de séjour d'un an, ce qui les contraint, dans le meilleur des cas à accepter sans sourciller les conditions de leur patron: «*Même légalement embauchés, ces immigrés qui travaillent, le plus souvent sans qualification, dans la confection, la restauration ou le bâtiment, sont obligés d'accepter les conditions faites par des patrons sans état d'âme. Si le salarié râle, on lui rappelle prestement qu'il y a suffisamment de clandestins pour le remplacer*» (1).

La lutte des prolétaires sans-papiers, «régularisés» ou non est plus que jamais d'actualité. Si le mouvement est actuellement dans le creux de la vague, lâché par la plupart des «soutiens», il ne pourra que renaître plus fort et plus déterminé, plus conscient de ce qu'il peut attendre des uns et des autres. C'est en tout cas ce que laissent espérer les déclarations du responsable du comité de sans-papiers qui occupe depuis le mois de septembre le local parisien des Verts (2), si du moins le journaliste a bien répété ses propos: «*Le mécanisme de fonctionnement des partis politiques est simple: il y en a 3 qui gouvernent. Le plus gros tape, les deux autres caressent. Le PC de Robert Hue s'occupe, soi-disant, des chômeurs, Voynet des sans-papiers et Jospin ratisse! On sait qui sont nos ennemis: le gouvernement réactionnaire; le PC et les écologistes: des traitres qui reçoivent leurs chèques de Jospin;*

la LCR, SUD, GISTI..., toutes ces organisations prétendues amies qui ne sont que des sbires de la police» (3).

Solidarité prolétarienne avec les travailleurs sans-papiers!

Régularisation immédiate et sans condition de tous les sans-papiers!

Egalité des droits pour tous les travailleurs!

Non au contrôle de l'immigration!

(1) cf «Le Monde», 20/11/99

(2) Après avoir accueilli démagogiquement et avec perfidie les sans-papiers, les Verts se plaignent aujourd'hui de leur présence politiquement encombrante. En effet, ils ne peuvent pas à la fois siéger autour de la table gouvernementale avec les Chevènement et Cie et apparaître indéfiniment (même seulement apparaître!) comme les sponsors d'une association qui lutte contre leurs amis politiques. Leur «soutien» ne pouvait être qu'une ennemie opération ponctuelle rideau de fumée, pas un bail à durée indéterminée. Voyons!

(3) cf «Le Figaro», 25/11/99.

Yougoslavie

«L'opposition aux interventions militaires et aux actes de guerre réside dans la lutte révolutionnaire du prolétariat et dans sa réorganisation classiste et internationaliste contre toute forme d'oppression bourgeoise et de nationalisme»

Cette brochure contient les articles publiés dans nos colonnes sur la question yougoslave depuis 1987 dont une partie se trouvait sur la précédente brochure (n° 20) maintenant épuisée.

Brochure «Le Prolétaire» n° 23, 50 p.
10 FF franco de port

L'économie mondiale sous un volcan (3)

EVOLUTION DES RAPPORTS DE FORCE ENTRE PUISSANCES CAPITALISTES

Dans la précédente partie de cette étude («Le Proletaire» n° 450), nous avons examiné la situation économique conjoncturelle dans les différentes parties du monde en dehors des grandes métropoles impérialistes. Nous allons maintenant revenir sur l'évolution des rapports de force économiques entre ces métropoles impérialistes au cours des dernières décennies, et mettre à nouveau en évidence ce qui a souvent été rappelé dans les travaux du parti, à sa voir le **déclin relatif de la puissance économique américaine**, en dépit de toutes les déclarations triomphalistes qui viennent de Washington. La contradiction sans cesse croissante entre ce déclin et la suprématie politique et militaire incontestée des Etats-Unis est un puissant facteur d'instabilité du «nouvel ordre mondial» que les impérialistes américains rêvent d'imposer à leurs alliés comme à leurs adversaires.

LA PRODUCTION D'ACIER

Les études du parti sur le cours du capitalisme mondial ont toujours accordé une attention particulière aux variations de la production d'acier, comme étant l'indice qui exprimait le mieux les évolutions du capitalisme moderne. Nous allons nous y attarder encore une fois. Si l'acier tend à être remplacé par d'autres métaux (comme l'aluminium par exemple) ou par des matières plastique dans certaines utilisations, il reste en effet encore aujourd'hui une industrie de base déterminante pour la production capitaliste, et la variation de ses rythmes de production donne des informations précieuses sur l'état de santé de l'économie et sur les rapports de force entre les divers capitalismes. En 1950, dans un «Fil du temps» qui décrivait l'expansion de la production sidérurgique dans les 6 grands pays producteurs (la Grande-Bretagne, les Etats-Unis, l'Allemagne, la France auxquels se joignaient ensuite la Russie et le Japon) de 1880 à 1950, Amadeo Bordiga écrivait: «Avec l'importance des chiffres de la production croît la concentration en grandes entreprises, l'alliance internationale entre celles-ci, la pression sur les masses laborieuses de l'industrie, sur les populations des pays non industriels (...). Ce sont ces chiffres avec une ribambelle de zéros qui préparent la guerre et qui prennent la place des différentes Hélène et de l'accusation ingénue des différentes Troie. La guerre à l'époque capitaliste, c'est-à-dire le plus féroce type de guerre, c'est la crise produite inévitablement par la nécessité de consommer l'acier produit, et de lutter pour le droit de monopole de la production supplémentaire d'acier» (1).

Nous avons rappelé ailleurs ce rapport étroit entre la production d'acier et la maturation des conflits impérialistes mis plus d'une fois en lumière par notre parti, et souligné qu'une accélération vigoureuse de la production d'acier dans les grands pays capitalistes serait l'un des signes les plus sûrs de l'approche d'un conflit mondial; à l'inverse le marasme de la production sidérurgique dans les grands impérialismes indique que l'heure n'est pas encore à la course à la guerre (2).

Pour permettre une comparaison plus facile, les chiffres de l'Allemagne comprennent pour les périodes antérieures ceux de la RFA et de la RDA; les chiffres de la Russie sont jusqu'en 1989 ceux de l'URSS et pour les dernières années la somme des productions de la Russie, de l'Ukraine et du Kazakhstan, les seules contrées de l'ex-URSS à avoir une industrie sidérurgique significative. Les chiffres respectifs pour 1998 donnent la proportion relative de ces 3 industries: Russie: 42,5 millions de tonnes; Ukraine: 23,5; Kazakhstan: 3,1.

La lecture de ce tableau est riche d'enseignements. Nous voyons d'abord que la production mondiale d'acier a reculé de 3 % en 1998, premier recul depuis la récession de 1991-92. Le «*Fil du temps*» cité plus haut indiquait que dans les trente ans qui ont conduit à la première guerre mondiale, la production mondiale d'acier avait été multipliée pratiquement par vingt. De 1948 (date où a réellement recommencé en grand la production d'acier en Europe après la fin de la guerre) à 1974 (qui marque la fin de la période d'expansion économique continue que les apologistes du capital appellent «les trente glorieuses»), soit pendant 26 ans qui ont suivi la deuxième guerre mondiale, la production mondiale d'acier a été multipliée par 5,5. En dépit de la frénésie de la reconstruction et de la course aux armements, la progression est beaucoup moins rapide. Par contre dans le dernier quart de siècle la production mondiale d'acier n'a progressé que de 11,5 % (le record de production de 1989 n'a été dépassé - de moins de 2% - qu'en 1997). Il y a un très net ralentissement du **rythme** d'expansion de la production sidérurgique.

Au delà des explications partielles (emploi plus grand d'autres matériaux à la place de l'acier), c'est l'illustration que depuis la crise de 1974-75, le «moteur de la croissance», comme disent les bourgeois, est cassé; ou, pour utiliser le langage marxiste, que l'économie mondiale va de récessions en maigres reprises, empêtrée qu'elle est dans une surproduction sans doute globalement contenue encore dans des limites «gérables», mais dont elle n'arrive pas à se défaire malgré tous les moyens mis en oeuvre (depuis la liquidation d'entreprises au nom de la rationalisation ou du libéralisme, jusqu'aux tentatives d'expansion artificielle du marché par le recours à une échelle sans précédent du crédit sous toutes ses formes).

Les 10 plus grands producteurs d'acier							
Pays	1974	1980	1989	1995	1996	1997	1998
Monde	703,6	716	782,7	750,4	755,8	794,5	775,3
Chine	24		61,4	100,4	95,4	107,3	114,3
USA	132,2	101,5	88,4	94,6	95,2	99,2	97,7
Japon	117,1	111,4	107,9	98,8	101,6	104,3	936,5
Allemagne	59,3		48,8	39,8	42,1	45,3	44,7
Russie	136,2		160,1	64,5	76,6	76,4	69,1
Corée	1,9		21,9	38,9	36,8	42,2	40
Italie	23,8		25,1	24,5	27,7	25,6	26,1
Brazil	7,5		26,1	25,2	25,1	26,2	25,8
Inde	6,7		12,7	21,8	20,8	23,8	23,9
France	27		18,6	17,6	18,1		20,2

Le tableau ci-dessus rassemble les 10 premiers producteurs mondiaux d'acier, ainsi que la production mondiale pour les 4 dernières années disponibles (de 1995 à 1998), ainsi que pour les années correspondant aux maximums de la production, qui précèdent donc les récessions correspondantes, depuis 25 ans: 1974, 1980 et 1989.

Cette conclusion est confirmée par le fait que ce sont les grands centres capitalistes qui sont les plus touchés par le marasme. Passons rapidement sur le cas de la Grande-Bretagne qui, premier producteur d'acier et puissance capitaliste dominante dans le monde au siècle dernier, n'apparaît plus dans le classement des dix premiers. Le déclin de la

puissance britannique est un fait historiquement acquis depuis des décennies et irrévocable. Voyons le cas de la Russie.

Celle-ci avait réussi dans les années 70 et au début des années 80 à atteindre son objectif de «rejoindre et dépasser» le n° 1, les Etats-Unis. En 1989, à l'apogée de sa puissance, sa production d'acier était même pratiquement le double de celle américaine et supérieure de 50 % à celle du Japon! Mais la crise était là, et en dépit des efforts désespérés des pérestroïkistes, l'URSS allait bientôt s'effondrer sous le poids de cette véritable et monstrueuse surproduction métallique qui l'étouffait. Aujourd'hui les Etats entre lesquels elle s'est brisée ont vu leur production totale se réduire de presque 60 %, sans que pour autant, selon les experts occidentaux la surproduction d'acier en Russie ait disparu (3)!

Les Etats-Unis, l'ancien roi incontesté de l'acier depuis le début de ce siècle, étaient retombés lors de la récession de 1991 à 79,7 millions de tonnes d'acier, chiffre inférieur à celui de 1948! Ils ont péniblement réussi à remonter à 99,2 millions de tonnes en 1997, mais ils sont bien loin de leur record absolu de production, les 132,2 millions de tonnes de 1974, époque bénie où la guerre du Vietnam faisait rage et où les arsenaux renouelaient rapidement leurs stocks...

Alors que la Russie a pu détrôner les Etats-Unis et occuper pendant quelques années la première place, le Japon n'a pas réussi à profiter de l'écroulement de celle-ci pour devenir le n° 1, car il a été au même moment «rejoint et dépassé» par la Chine. De plus la crise économique actuelle a fait durement ressentir ses effets sur la sidérurgie: la production japonaise d'acier est descendue à son niveau de 1971 (-10 % en 1998).

L'expansion soutenue de la production sidérurgique chinoise (elle a quadruplé dans les 25 dernières années) a débouché, elle aussi, sur une surproduction. En novembre le «*Quotidien du Peuple*» a annoncé la fermeture de 7 entreprises sidérurgiques et la fusion de 5 autres en raison de leurs lourdes pertes financières, après que l'an dernier 18 aient déjà fait faillite et que 46 aient été fusionnées. La diminution de la production d'acier annuelle devrait être ainsi de près de 3 millions de tonnes. Cependant il semble que ces mesures soient encore insuffisantes, la production d'acier ayant à nouveau atteint des records au cours des trois premiers trimestres de cette année (4)...

Indépendamment de la surproduction - qui est toujours sous le capitalisme une surproduction non par rapport aux besoins (la Chine est réellement dans une situation de profond sous-développement vis-à-vis des grands capitalismes), mais par rapport aux besoins solvables, par rapport au marché, cette croissance de la production d'acier depuis un quart de siècle est le reflet du développement rapide du capitalisme dans ce pays. Et ce développement rapide n'est pas sans poser quelques soucis aux impérialismes dominants, inquiets de voir demain ce colosse réclamer sa part sur un marché mondial déjà très encombré. La question chinoise est devenue l'une des questions les plus épineuses de la politique extérieure des Etats-Unis. Les experts yankees avertissent leurs patrons que si elle continue sur sa lancée, la Chine atteindra vers 2020 un PNB équivalent à celui américain: elle aura alors une puissance suffisante pour disputer aux USA le *leadership* non plus seulement dans le Sud-Est asiatique, mais dans le monde entier. Une confrontation s'annonce de plus en plus inévitable entre la Chine et les Etats-Unis.

Pour réfuter ceux qui prétendent qu'à l'époque actuelle de «décadence», le capitalisme aurait définitivement épuisé toute possibilité de se développer, l'exemple chinois n'est pas le seul.

Le tableau met en effet en évidence la progression rapide de la production sidérur-

gique - donc la production rapide des forces productives - dans un certain nombre de pays capitalistes périphériques. Alors qu'au moment de la première guerre 6 Etats réalisaient à eux seuls pratiquement toute la production sidérurgique mondiale (dans l'ordre: Etats-Unis, Allemagne, Grande-Bretagne, France, Russie et, très loin, le Japon), les mêmes n'en réalisaient plus que 70 % en 1974. Et parmi ces nouveaux producteurs d'acier, ce sont les pays dits «en voie de développement» qui ont connu le rythme de croissance le plus soutenu. Outre la Chine que nous venons de voir, au Brésil la production d'acier a été multipliée par 3,4 depuis 25 ans; elle l'a été par 3,5 en Inde (et, pour des producteurs de moindre importance: par 7 en Egypte, par 10 en Turquie, par 12 à Taiwan, par 14 en Iran, etc.). Le record est détenu par la Corée du Sud, qui a augmenté de 22,2 fois sa production en 25 ans! La plus grande société sidérurgique coréenne, *PoSCO*, s'était même fixé l'objectif de devenir le n° 1 mondial en l'an 2000. Nous retrouvons là un rythme d'expansion qui est celui des capitalismes européens d'il y a un siècle. Un capitalisme jeune croît toujours à un rythme plus rapide, comme nous l'avions rappelé à l'époque contre les stalinien et les trotskystes qui voyaient dans la croissance plus rapide l'URSS que celle des grands pays capitalistes, la preuve de sa nature socialiste. A ce compte-là, disions-nous, les Etats-Unis au siècle dernier où le Japon dans ce siècle, auraient été plus socialistes que l'URSS! Nous pourrions ajouter aujourd'hui l'exemple coréen. Ce que nous avons appelé la **loi de vieillissement du capitalisme** implique qu'une économie capitaliste, toutes choses égales par ailleurs, croisse d'autant plus vite qu'elle est plus jeune.

Mais l'exemple coréen rappelle aussi qu'une croissance rapide des forces productives exaspère d'autant plus les contradictions inhérentes au capitalisme. La récession capitaliste mondiale a frappé violemment la Corée du Sud (et les autres «nouveaux pays industrialisés» d'Asie) et fortement ébranlé ses entreprises géantes qui s'étaient lancées à l'assaut du marché mondial. Fait plus important pour nous, elle remettra aussi inévitablement en mouvement un jeune et nombreux prolétariat qui a déjà fait ses premières armes dans la lutte des classes.

LE DÉCLIN ÉCONOMIQUE AMÉRICAIN

L'examen de la production d'acier dans le monde nous a déjà donné une indication sur la modification du poids relatif des diverses puissances capitalistes: il en ressort que les Etats-Unis ont perdu leur prédominance écrasante dans la production industrielle mondiale (5), dont la production sidérurgique constitue encore aujourd'hui la base. Les grands impérialismes représentaient 95,5 % de la production industrielle mondiale lors du déclenchement de la guerre de 14-18. Au début des années cinquante, après la première phase de reconstruction d'après-guerre, leur part se chiffrait encore à plus de 93 %. En 1973, à la veille de la crise économique, elle était supérieure à 90 %; depuis lors elle n'a cessé de décliner. En 1995, elle n'était plus que de 80,2 %: près du cinquième de la production industrielle mondiale est désormais réalisée par des jeunes capitalismes, essentiellement d'Asie, d'Amérique Latine ou du proche Orient, qui ont connu une expansion économique plus rapide que celle des vieux capitalismes, dont la domination sur le marché mondial est parfois battue en brèche dans certains secteurs par les premiers. Nous verrons dans la suite de cet article que, malgré cela, le développement **inégal et combiné** du capitalisme fait que de façon générale l'écart de ne cesse de croître entre pays riches et pays pauvres.

(Suite en page 4)

L'économie mondiale sous un volcan (3)

(Suite de la page 3)

PARTS DU MARCHÉ MONDIAL

En 1996, les Etats-Unis étaient le premier exportateur mondial, précédant d'assez loin l'Allemagne. Le Japon était troisième à peu près au même niveau, suivi à distance par la France, la Grande Bretagne et l'Italie. Venaient ensuite le Canada, Hong Kong, les Pays-Bas, la Belgique, la Chine, Singapour et la Corée du Sud. La Chine occupe un rang encore médiocre, mais depuis vingt ans ses exportations ont progressé en moyenne au rythme très rapide de 15 % par an (pour fixer les idées, c'est un rythme supérieur à celui connu par le Japon dans son âge d'or des années 50 et 60): sa part dans les exportations mondiales est ainsi passée de 0,6 % en 1977 à 2,7 % en 1996). Nous avons rassemblé sur un tableau les variations des parts du marché mondial des différents impérialismes depuis le demi-siècle qui a suivi la dernière guerre mondiale (sources: GATT, Banque Mondiale).

Années	1948	1953	1973	1980	1996
USA	22	19	12,2	11	12,5
G-Bretagne	11	8,7	5,3	5,8	4,8
France	3,6	4,8	6,3	5,9	5,2
Allemagne	1,3	5,7	11,7	9,8	9,5
Japon	0,4	1,3	6,4	6,6	9,4

On constate que la part des Etats-Unis s'est très sensiblement réduite, puisqu'en une vingtaine d'années elle a diminué de moitié, tandis que ses concurrents, les vaincus du conflit mondial, ont volé de victoires en victoires dans la guerre commerciale. L'ancienne puissance industrielle qui dominait autrefois le monde, la Grande-Bretagne, a vu ses parts de marché fondre inexorablement. Par contre après la crise économique de 1974-75, les Etats-Unis semblent avoir réussi à stopper le rétrécissement de leur part de marché. Un examen plus attentif montre que c'est en fait après la récession mondiale de 1981 qu'ils ont redressé la barre.

C'est une période caractérisée d'abord par l'inauguration de la politique dite de «libéralisme» et la «dérégulation» d'un Reagan (et d'une Thatcher en Grande Bretagne) qui visait à restaurer le taux de profit moyen de l'économie américaine en augmentant la «compétition», en faisant disparaître un certain nombre de «rigidités» instaurées à l'époque de l'expansion économique, etc, toutes mesures qui se résument en définitive par une **pression accrue sur la classe ouvrière**, et qui n'ont pas cessé depuis. Le salaire réel des travailleurs américains s'est en moyenne accru régulièrement depuis la guerre jusqu'à atteindre son record historique en 1973: il n'est plus jamais revenu à ce niveau. Les millions d'emplois qui ont été créés, en particulier dans les années 80 et 90, ont de plus en plus été majoritairement des emplois à bas salaires et/ou à temps partiel. La dernière grande vague de mesures en matière sociale a été sous Clinton la forte réduction des aides sociales aux chômeurs et aux plus démunis, officiellement pour en finir avec leur état d'«assistés», et en fait pour fournir aux entreprises américaines un réservoir de main d'œuvre à bas prix et pour accroître en général la pression sur les salaires.

Ensuite cette période a été celle d'un accroissement très marqué de l'agressivité américaine dans la compétition commerciale internationale. Forts de leur puissance politique et militaire écrasante, les Etats-Unis ont utilisé toutes les armes à leur disposition pour résister à leurs concurrents et briser leur dynamisme: depuis la politique monétaire (baisse du dollar dans les années 80), jusqu'à l'imposition à leurs concurrents de mesures pour restreindre leurs exportations vers l'Amérique et ouvrir leurs marchés aux marchandises américaines. Les dis-

cours classiques des bourgeois américains en faveur du «libre-échange» ne doivent pas faire illusion: ils n'hésitent jamais à fermer leurs frontières lorsque la concurrence étrangère devient trop forte. Les Etats-Unis ont ainsi indéniablement pu enrayer leur chute économique. Ce résultat cependant ne peut être que temporaire et déboucher sur une aggravation encore plus marquée des rivalités commerciales qui inévitablement se traduisent et se traduiront aussi par des confrontations entre Etats ou blocs d'Etats. La tentative de constituer sous le nom d'«Union européenne», un cartel d'Etats pour résister aux pressions américaines et se renforcer dans la compétition mondiale (notamment par la création d'une monnaie qui devrait être la rivale du dollar) est une indication de cette tendance.

D'autres faits montrent que le déclin économique historique des Etats-Unis n'est pas enrayer.

L'INVESTISSEMENT EXTÉRIEUR

Dans son ouvrage sur l'impérialisme, Lénine caractérise la phase impérialiste du capitalisme par celle où domine l'exportation des capitaux. L'évolution de ces flux de capitaux représente un bon indicateur du dynamisme économique des divers impérialismes. Nous donnons dans le tableau ci-dessous les pourcentages du **stock** (c'est-à-dire le total cumulé et non les flux annuels) de l'investissement direct mondial pour les 5 grands impérialismes traditionnels (sources: World Investment Report, O. Castel «Histoire des faits économiques», Ed. Sirey 1998, «Alternatives Economiques», Hors-série n°42).

Années	1914	1960	1978	1995
USA	18,5	49,2	41,4	25,4
G-Bretagne	45,5	16,2	12,9	11,4
Allemagne	10,5	1,2	7,3	9,4
France	12,2	6,1	3,8	6,5
Japon	0,1	0,7	6,8	8,3

Au moment où éclate la première guerre mondiale, la Grande-Bretagne dispose de plus de 45 % du stock mondial des investissements directs à l'étranger: c'est le résultat des décennies antérieures où elle dominait sans conteste l'économie internationale. Les Etats-Unis, qui étaient déjà pratiquement devenus la première puissance économique, n'avaient encore qu'un stock beaucoup plus réduit. L'importance du stock français, supérieur à celui allemand, ne doit pas faire illusion: il était davantage dû au caractère parasitaire, rentier, de l'impérialisme français qu'à son dynamisme économique. L'Allemagne, plus tard entrée dans le développement capitaliste que la Grande-Bretagne (ou la France), avait un stock bien moindre que celle-ci, alors que la puissance économique des deux Etats était voisine: il lui fallait entrer en guerre pour conquérir une place sur le marché mondial et pour pouvoir exporter ses capitaux. Quant au Japon, ses exportations de capitaux étaient insignifiantes, alors même que son développement capitaliste était déjà significatif (la Russie en savait quelque chose qui avait vu en 1905 sa flotte du Pacifique être coulée par les navires de guerre nippons flambant neuf).

A la veille de la deuxième guerre mondiale la part américaine s'était rapidement accrue pour atteindre 28 % du stock mondial, tandis que celle des impérialistes britanniques était descendue à un peu moins de 40 %. Mais c'est en 1960 que la part américaine a atteint son maximum - presque 50 % - supérieure à celle autrefois atteinte par la Grande Bretagne, dont la chute est spectaculaire: sa part a été divisée pratiquement par trois. La France voit sa part être divisée par deux, alors que l'Allemagne et le Japon ne commencent qu'à peine à exporter des capi-

taux.

En 1995, dernière année pour laquelle nous avons des chiffres, la part américaine, toujours dominante, s'est cependant pratiquement réduite de moitié. Cette réduction s'est surtout accélérée depuis le milieu des années 80, moment à partir duquel les exportations de capitaux ont connu un véritable boom. Et bien que les investissements des Etats-Unis se soient accrus, ceux de leurs concurrents ont augmenté encore plus vite.

En 1913 le pourcentage du stock d'investissement direct mondial à l'étranger représentait 9 % du P.I.B. mondial. Ce pourcentage était tombé à 4,4% en 1960 et il n'était encore que de 4,8% en 1980. En 1985 il bondit à 8,5%: les exportations de capitaux se sont sensiblement accrues, alors que la récession de 1981 a fait ralentir la progression du PIB. Le niveau de 1913 est atteint au début des années 90 et on estime qu'à la veille de la récession mondiale actuelle ce pourcentage devait être de 13 %: on pourrait dire, en ne prenant en compte que les critères économiques (pas seulement l'exportation des capitaux, mais aussi la place du commerce international dans l'économie des pays) que le capitalisme mondial a atteint ces dernières années, puis dépassé, le **degré d'impérialisme** qui était le sien lorsque Lénine publiait son fameux ouvrage. Une revue bourgeoise pouvait écrire, à propos de cet accroissement de l'exportation des capitaux, supérieur à la croissance des exportations de marchandises et à la croissance des PIB: **«L'investissement direct remplace ainsi le commerce international comme grand stimulant de la croissance et joue un rôle-clé dans la structuration de l'économie mondiale»** (6).

Bien entendu, cette «mondialisation» qui commence, nous l'avons vu, au milieu des années 80, se réalise alors que le capitalisme s'est énormément développé et étendu depuis le début du siècle. La structure de ces investissements s'est modifiée: en 1914, près des 2/3 (63%) du stock des investissements directs se trouvait dans les pays de la périphérie du capitalisme (en bonne partie pour contrôler des sources de matière première) et cette part était identique (65,7%) à la veille de la deuxième guerre. Mais cette proportion a radicalement changé dans ce second après-guerre. En 1960 les pays dits en développement n'avaient plus que le tiers (32,4%) du stock des investissements, et cette part était tombée à moins du quart (23,1 %) au début des années 90. Les investissements directs sont désormais orientés à près de 80 % vers les pays capitalistes développés; même si les investissements classiques vers les pays de la périphérie n'ont pas disparu, ceux vers les pays capitalistes les plus développés sont très nettement dominants, et parmi ceux-ci, ce que la sociologie vulgaire appelle le «secteur tertiaire» ou «des services» (notamment les «services financiers»: banques, assurances, etc.) prennent une part croissante. Ces investissements directs se font souvent sous la forme d'acquisitions ou de prises de participation dans des entreprises, occasionnant des batailles financières homériques.

Si nous prenons en compte l'ensemble des investissements, y compris ceux dits «de portefeuille» (par exemple, les achats de bons du trésor américains, qui servent à financer les déficits US, par des banques et institutions japonaises), nous voyons que les Etats-Unis sont devenus **débiteurs nets** à partir de 1988 (la Grande-Bretagne à partir de 1996) alors que le Japon (et dans une mesure bien moins grande et qui tend à disparaître, l'Allemagne) a vu sa position créditrice très fortement augmenter au début des années 80 et surtout dans les années 90: les possibilités de valorisation du capital tendant à se réduire localement, les bourgeois japonais ont de plus en plus placé leurs capitaux à l'étranger. En 1998 le Japon était créancier de 1200 milliards de dollars (l'équivalent de 31 % de son Produit National Brut), alors que les Etats-Unis étaient débiteurs de 1500 milliards de dollars (20 % de son PNB). Lorsque le service de cette dette commencera à causer des problèmes, les Etats-Unis auront toujours la ressource de

dévaluer le dollar (ce qui facilitera aussi leurs exportations), mais ce sera au risque d'affaiblir en fin de compte leur rang de puissance économique et politique hégémonique.

En attendant les capitaux continuent à se diriger vers l'Amérique, et la hausse boursière ininterrompue de Wall Street a sans aucun doute continué à les attirer.

Le tableau suivant, tiré de la revue de l'OCDE («Perspectives économiques» n° 65) illustre la tendance à l'affaiblissement économique américain. Il donne le pourcentage de la production industrielle des grands impérialismes qui est réalisée par des filiales de groupes étrangers (ou par des entreprises tombées sous le contrôle de capitaux étrangers). Nous constatons que seuls deux Etats ont vu cette part se réduire de 1981 à 1995: l'Allemagne et surtout le Japon, les 2 impérialismes les plus dynamiques. Les Etats-Unis sont le pays où cette pénétration du capital étranger dans l'industrie est le plus rapide, même si elle reste encore à un niveau relativement modéré. Par contre en France comme en Grande-Bretagne, plus de 30% de la production industrielle est l'oeuvre du capital étranger, la part européenne étant plus importante dans le premier cas, la part américaine dans le second. Nul doute que c'est là un facteur qui ne peut pas ne pas peser sur la politique de ces pays.

Pays d'accueil	1981	1988	1995
Etats-Unis	7	10,6	15,7
Japon	4,7	2,4	2,5
Allemagne	16,7	13,1	12,8
France	29,4	28,4	31
Italie	16,9	21,3	24,6
G-Bretagne	19,3	20,2	30,5

LA COURSE À LA CONCENTRATION

L'évolution depuis une trentaine d'années des grandes sociétés géantes qui dominent l'économie mondiale confirme ce que nous avons dit sur l'affaiblissement de la supériorité américaine.

Pour ce qui est des 10 premières entreprises mondiales selon le chiffre d'affaires (7), il n'y a pas de variations de 1964 à 1973: 8 de ces 10 sont américaines (General Motors, Exxon, Ford, Chrysler, General Electric, Texaco, Mobil Oil, IBM) et 2 anglo-hollandaises (Shell, Unilever). En 1997, la donne a changé: il n'y a plus que 5 américaines: General Motors, toujours première, Ford, Wal-Mart Stores, Exxon et General Electric. La deuxième société mondiale est Daimler-Chrysler contrôlée par les capitaux allemands; il y a 3 entreprises japonaises (Mitsubishi, Mitsui et Toyota) et la Shell.

Mais les changements sont plus visibles et plus significatifs lorsqu'on examine un échantillon plus large. Le tableau n° V, ci-après en bas de la page suivante, donne la nationalité d'origine des 50, 100 et 200 plus grandes entreprises mondiales (8) pour 1963, 1973 et 1998. Nous n'avons indiqué que les pays qui ont le plus d'entreprises parmi les 200 premières en 1998. Les autres pays qui en 1998 ont plus d'une entreprise parmi les 200 plus grandes sont la Suisse (5 entreprises), les Pays-Bas (3) et la Corée du Sud (3).

Nous constatons que pour ce qui est des 50 plus grandes entreprises mondiales, le recul des Etats-Unis est spectaculaire, puisque en trente ans leur nombre a diminué de plus de la moitié et qu'ils sont devancés par le Japon qui n'en n'avait aucune en 1963. Pour les 200 premières le recul est moins important; les entreprises américaines sont nettement plus nombreuses que celles des autres pays, même si elles ne constituent plus comme autrefois la majorité absolue.

Les établissements financiers ne sont pas inclus dans ces classements des entreprises; comme il est intéressant de savoir quelles

sont les plus grandes banques, regardons un classement des 50 premières mondiales, selon leur bilan (9).

Nous constatons que la prééminence américaine a disparu, puisque dans le classement des 50 plus grandes banques mondiales, il y avait en 1998 : 10 banques japonaises, 9 françaises, 8 allemandes, 7 américaines, 6 britanniques, etc.

Cette faiblesse américaine relative contraste avec le statut des Etats-Unis de première puissance financière mondiale, statut attesté par le fait qu'ils représentent 50 % des actifs financiers des «investisseurs institutionnels» (Fonds de pension, sociétés d'assurance, sociétés d'investissement, etc.) du monde, ou que la capitalisation (valeur des actions émises dans les bourses nationales) américaine représente 52% de la capitalisation mondiale.

Et d'ailleurs, cédant aux pressions des milieux financiers, les autorités américaines, sous prétexte de résister à la concurrence étrangère, viennent de faire disparaître au début novembre les barrières mises en place après le krach de 1929 entre les différentes activités financières et bancaires. Cela ouvre la voie à une vague de concentrations et à la constitution de colosses financiers, à de nouvelles envolées boursières, et aussi, inévitablement, à de nouveaux krachs...

* * *

Pour résumer, l'économie américaine reste très largement la première du monde, mais son avance sur ses concurrents, notamment dans la course à la concentration, fond irrésistiblement : en conséquence de la loi de la baisse tendancielle du taux de profit, un capitaliste mûr accumule le capital à un rythme plus lent qu'un capitalisme jeune.

Au début des années 80, lorsque commença la vogue du «libéralisme», le refrain des médias en matière économique était «small is beautiful»: la revitalisation économique viendrait des petites entreprises, tandis que les gros mastodontes industriels, empêtrés dans leurs difficultés, incapables de faire face à la crise économique, étaient condamnés sinon à disparaître, du moins à subir de sévères cures d'amaigrissement s'ils voulaient avoir une chance de survivre. Les idéologues de la bourgeoisie en profitèrent pour annoncer une fois de plus que Marx s'était trompé, et qu'il n'existait pas de tendance à la concentration inhérente au capitalisme. Le tableau est bien différent aujourd'hui; après la période où, comme à chaque crise, les entreprises déficitaires sont liquidées, où les grands groupes se séparent de leurs filiales non ou insuffisamment rentables, la concentration a repris à une échelle sans précédent.

La récession mondiale a accéléré le mouvement de fusion des entreprises (ce que Marx appelle la **centralisation** du capital et les bourgeois la croissance externe des entreprises), en commençant par l'industrie pétrolière après les fortes baisses du prix du pétrole. Pratiquement il ne se passe pas une semaine sans que soit annoncée une nouvelle fusion ou tentative de fusion de sociétés géantes. Au moment où nous écrivons la tentative de la britannique *Vodafone* de racheter *Mannesman*, l'une des plus grandes entreprises allemandes, n° 1 mondial de l'équipement industriel, défraye la chronique non seulement en raison du montant record de l'OPA, mais parce que cet affrontement industriel entraîne dans son sillage un affrontement

politique: les deux entreprises ont chacune fait appel à leurs chefs de gouvernement («socialistes») pour les soutenir et la tentative de rapprochement entre la Grande-Bretagne et l'Allemagne paraît être la première victime de cette bataille; le chancelier Schröder a vanté le bon esprit qui caractériserait la relation franco-allemande à l'inverse de l'«agressivité britannique». Mais il y a quelques mois à peine, lorsque la *Deutsche Telekom* a essayé de s'emparer de *Telecom Italia*, elle a provoqué un tollé dans ce pays contre «la brutalité teutonne», tandis que *France Télécom*, répliquait à la rupture inattendue de son alliance avec la société allemande, par le rachat d'entreprises allemandes pour l'attaquer sur son propre territoire.

On pourrait multiplier les exemples; mais laissons la parole à une étude de l'OCDE, qui concluait sobrement: «L'accroissement des investissements étrangers et les réactions des gouvernements incitent à penser que, dans les années 90, ce ne seront sans doute plus les échanges, mais les investissements qui seront source de frictions» (10).

(Suite et fin au prochain numéro)

(1) cf «*Sa Majesté l'acier*», publié sur «*Battaglia Comunista*», organe alors du parti, n° 18/1950.

(2) Voir «*La guerre impérialiste dans le cycle bourgeois et dans l'analyse marxiste (1)*», «*Programme Communiste*» n° 90.

(3) Selon le «*Financial Times*» du 10/10/99: «Après la désintégration de l'Union Soviétique, la demande d'acier en Russie a diminué de moitié, mais il n'y a pas eu de réduction parallèle de la capacité. Au contraire, des douzaines d'aciéries déficitaires ont été maintenues à flot par des subventions implicites d'énergie et des crédits d'impôts des gouvernements régionaux. En conséquence la Russie est saturée d'acier à bas prix et de mauvaise qualité». Le quotidien de la City londonienne cite un rapport d'une société de consultants américaine selon lequel «le quart des installations industrielles russes, tous secteurs confondus, est obsolète»; la productivité du travail en Russie serait ainsi passée de 30% du niveau américain en 1991 à 19% en 1997 (et dans la sidérurgie de 48 à 28%).

(4) cf «*Financial Times*», 15/11/99. La Chine compte rien moins que 980 entreprises sidérurgiques, grandes ou moyennes, et «des milliers» de petites. Ces entreprises sont suffisamment puissantes pour obtenir des autorités et des banques les crédits et les facilités nécessaires, comme dans le cas russe - ou le cas japonais. Mais de ce fait les entreprises non rentables, de ce secteur et d'autres, finissent par mettre en péril le système bancaire chinois, élément vital de la production capitaliste sous tous les cieux. Certains journaux ont avancé que le récent accord commercial Chine-USA, selon les termes duquel les banques américaines pourront s'implanter sur le marché chinois, s'expliquait en partie par l'espoir de Pékin que cette concurrence obligerait les banques chinoises à réduire leurs prêts aux entreprises non rentables. Autrement dit les «communistes» chinois en sont réduits à espérer que l'impérialisme américain pourra faire le ménage dans leur économie soi-disant «socialiste» et dirigée par l'Etat! Nouvelle démonstration de la thèse marxiste: plus l'Etat possède des entreprises et intervient dans l'économie, et plus il est en fait au service de et contrôlé par les entreprises capitalistes.

(5) L'examen du P.I.B., à parité de pouvoir d'achat, donne des résultats qui vont dans le même sens: en 1960 les Etats-Unis représentaient ainsi le quart

du PIB mondial, alors qu'en 1995 ils n'en représentaient plus que le cinquième. Par contre le Japon, sur la même période, passait de 4,5 à plus de 8% du PIB mondial. cf O. Carel, «*Histoire des faits économiques*», op. cit. Les comparaisons habituelles en dollars sont plus délicates à interpréter en raison des fortes variations du cours du change des monnaies depuis une vingtaine d'années.

(6) cf «*Les Cahiers Français*», n° 253 (oct.-décembre 1991).

(7) Certaines études se basent plutôt sur la «capitalisation» (nombre d'actions émises x prix des actions) des entreprises. Selon un classement de ce type c'est la société d'informatique *Microsoft* qui est la plus grosse entreprise mondiale, alors qu'elle ne se trouve même pas parmi les deux cent premières mondiales pour ce qui est du chiffre d'affaires! En fait la capitalisation dépend des cours de la bourse et de ses envolées spéculatives, et n'est donc pas un indice de la taille d'une entreprise.

(8) Sources: «*Fortune*», cité dans le «*Cours de l'impérialisme mondial*», «*Programme Communiste*» n° 65 (déc. 1974), pour les chiffres de 1964 et 1973; «*Le Nouvel Economiste*», hors-série «5000», novembre 99, pour les chiffres de 1998. Nous avons attribué à la Grande-Bretagne deux entreprises qui sont décrites comme «à capitaux anglo-hollandais» (*Shell* et *Unilever*). D'autres sources considèrent la *British Petroleum* comme contrôlée par des capitaux américains, étant donné que la banque américaine *Morgan* est devenue son actionnaire principal.

(9) Source: «*Le Nouvel Economiste*», op. cit. On peut noter au passage que ces banques japonaises sont en situation difficile: 8 ont eu des résultats négatifs en 1997 et 1998 (à part l'UBS suisse elles sont les seules à avoir été déficitaires), tandis qu'une seule a connu un exercice bénéficiaire sur ces deux années! Le secteur bancaire nippon est par conséquent à la veille d'un profond remaniement. Des «méga-fusions» entre banques sont annoncées qui devraient donner naissance à des établissements gigantesques.

(11) cf «*La Mondialisation industrielle*», p. 29, OCDE 1995.

Errata NIGÉRIA

Contrairement à ce que nous écrivions par erreur dans le volet précédent de cet article, ce n'est pas 2, mais **10 morts** qu'a officiellement fait la répression contre les dockers cet été à Lagos, la capitale économique et le principal port du pays. Selon les autorités les troubles ont éclaté lorsque des dockers qui avaient été licenciés sous l'ancien régime du général Abacha (mort mystérieusement il y a quelques mois) sont venus manifester dans le port pour demander leur réintégration. Des différents avec une compagnie maritime auraient également contribué à la tension sociale. La police et l'armée ont refoulé les manifestants qui avaient envahi une partie de la zone industrielle attenante aux installations portuaires en faisant usage de leurs armes.

Voilà ce que signifient pour les prolétaires les bonnes paroles démocratiques du nouveau président «civil» Obasanjo. Le parrain de ce président est le général Babangida. Anciennement président du pays, célèbre pour avoir porté la corruption à des niveaux jamais atteints auparavant, celui-ci avait été contraint de céder sa place au général Abacha. Babangida vient d'expliquer le sens de l'action de l'équipe au pouvoir dans une déclaration au quotidien économique «*La Tribune*» (25/11/99) à destination des capitalistes français qui sont parmi les plus gros investisseurs au Nigéria: (pour attirer les investisseurs étrangers) «la solution est simple et implacable: il faut se délester au maximum de tout ce qui rend les investisseurs étrangers réticents. Il faut diminuer les protections sociales et offrir aux entreprises occidentales toutes les faveurs que leur propre législation interdisent».

On comprend ainsi pourquoi l'«élection» du président à la retraite Obasanjo (présentée comme un «retour des civils au pouvoir») avait été saluée avec tellement d'enthousiasme par les médias occidentaux!

La dégénérescence du pouvoir prolétarien et le rôle du parti (I)

(Suite de la page 1)

voir, nous voulons répondre à certaines objections selon lesquelles la dégénérescence dans ce sens d'une bureaucratie oppressive, dérive directement du fait qu'on a transgressé et violé les canons et les critères de la démocratie électorale.

Cette objection a deux aspects, mais le moins radical est le plus insidieux. Le premier aspect est ouvertement bourgeois; il se rattache directement à la campagne mondiale de diffamation de la révolution russe, menée dès le début de la lutte par tous les libéraux, démocrates et sociaux-démocrates du monde, terrorisés autant par la magnificence et courageuse proclamation théorique de la méthode de la dictature révolutionnaire que par son application.

Après tout ce que nous avons dit dans cette étude, nous considérons comme dépassé cet aspect des lamentations démocratiques. Ce qui n'empêche pas que la lutte contre lui reste de la première importance, aujourd'hui où justement la revendication conformiste de ce que Lénine appelait la «démocratie en général» (et qui dans les textes fondamentaux du communisme révolutionnaire représente le contraire dialectique, la négation complète de la position révolutionnaire) est brandie sans vergogne justement par les partis qui se rattachent au régime en vigueur en Russie. Ce régime pourtant, bien qu'il fasse à l'intérieur, dans le droit formel, des concessions dangereuses et coupables au mécanisme démocratique bourgeois, non seulement reste mais tend toujours plus à devenir un régime strictement totalitaire et policier.

On n'insistera donc jamais assez sur la critique de la démocratie dans toutes ses formes historiques connues jusqu'ici. Celle-ci a toujours été le mode d'organisation interne d'une classe ancienne ou nouvelle pour régler le problème contingent des rapports entre éléments et groupes d'exploiteurs; dans les révolutions purement bourgeoises, c'était l'atmosphère vraiment nécessaire à l'affirmation exubérante du capitalisme (...).

Mais revenons au second aspect de l'objection à fond démocratique, qui ne s'inspire plus des dogmes d'une démocratie entre les classes et au-dessus d'elles, mais qui dit en substance: il est très bien d'établir la dictature et de surmonter tous les scrupules dans la répression de la minorité bourgeoise vaincue; mais les bourgeois une fois mis hors la loi en Russie, la dégénérescence de l'Etat se produit parce qu'**au sein** de la classe prolétarienne victorieuse on violait la règle de la représentation: si l'on avait établi et respecté un véritable système d'organes prolétaires de base (conseil, syndicats, parti politique) suivant le principe de la majorité et sur la base d'élections «vraiment libres», on aurait automatiquement gardé la vraie voie révolutionnaire et on aurait écarté le danger de la prédominance abusive et étouffante de l'ignoble «clique stalinienne».

A la base de cette façon de voir si répandue, on trouve l'opinion selon laquelle chaque individu, du seul fait qu'il appartient à une classe économique, qu'il se trouve vis-à-vis des effets de la production dans des rapports déterminés et communs à bien

(Suite en page 6)

Tableau V

Nationalité des plus grandes entreprises mondiales	50 premières			100 premières			200 premières		
	1963	1973	1998	1963	1973	1998	1963	1973	1998
Pays									
USA	38	24	15	66	49	35	119	107	85
Japon	0	6	17	3	11	21	12	23	35
Allemagne	5	8	8	12	12	12	18	19	21
France	0	2	5	4	9	11	10	13	21
G-Bretagne	5	5	3	11	9	7	20	18	10
Italie	0	2	1	1	3	3	6	4	5
Corée	0	0	0	0	0	1	0	0	3

LA DÉGÉNÉRESCENCE DU POUVOIR PROLÉTARIEN ET LE RÔLE DU PARTI (I)

(Suite de la page 5)

d'autres individus, a les mêmes dispositions à acquérir une claire «conscience» de classe, c'est-à-dire un ensemble d'opinions reflétant les intérêts, la voie historique et l'avenir de sa classe. C'est une façon erronée de comprendre le déterminisme marxiste: la formation de la conscience est certes liée aux conditions économiques, mais elle a un grand retard sur elles et son terrain d'action est beaucoup plus restreint que le leur. Par exemple, les bourgeois, les commerçants, les banquiers, les petits fabricants existaient et remplissaient des tâches économiques fondamentales plusieurs siècles avant que se développe la conscience économique de la classe bourgeoise; mais ils avaient une psychologie de serviteurs et de complices des seigneurs féodaux, tandis que dans leur sein se formait lentement une idéologie et une tendance révolutionnaire et que des minorités s'organisaient audacieusement pour tenter la conquête du pouvoir.

Les grandes révolutions démocratiques réalisèrent cette conquête, mais si quelques aristocrates luttèrent pour la révolution, bien des bourgeois conservèrent non seulement leur façon de penser, mais une ligne d'action contraire aux intérêts généraux de leur classe, militant et luttant avec les partis contre-révolutionnaires.

De même, l'opinion et la conscience de l'ouvrier se forment bien sous l'influence de ses conditions de travail et de vie matérielle, mais aussi dans l'ambiance de toute l'idéologie conservatrice traditionnelle dont l'entoure le monde capitaliste.

Cette influence va croissant dans la phase actuelle; est-il besoin de rappeler de quelles ressources dispose la planification de la propagande avec les techniques modernes et l'intervention centralisée dans la vie économique avec l'adoption d'une infinité de mesures réformistes et dirigistes, qui essaient de satisfaire des intérêts secondaires des travailleurs et souvent ont vraiment une influence concrète sur le traitement de ceux-ci?

Les vieux régimes aristocratiques et féodaux agissent sur la bourgeoisie naissante surtout au travers de l'école et de la culture dont ils avaient le monopole, tandis qu'ils se contentaient de l'Eglise, planificatrice d'idéologies serviles, pour contrôler la masse abrutir et inculte. Cette bourgeoisie dut soutenir

une grande lutte idéologique, aux alternatives compliquées, que la littérature présente comme une lutte pour la liberté de pensée, alors qu'il s'agit de la superstructure d'un âpre conflit entre deux forces organisées pour s'écraser l'une l'autre.

Aujourd'hui le capitalisme mondial, outre l'église et l'école, dispose de mille autres formes de manipulation idéologique et de moyens pour former ce que l'on appelle «conscience». Il a qualitativement et quantitativement dépassé les vieux régimes dans la fabrication de mensonges, non seulement dans la mesure où il diffuse les doctrines et les mystiques les plus absurdes, mais surtout où il informe la masse de la façon la plus fautive sur les innombrables événements de la complexe vie moderne, ce qui est très important.

Malgré ce formidable armement de notre ennemi de classe nous avons toujours admis qu'il se formerait au sein de la classe opprimée une idéologie et une doctrine opposées, devenant toujours plus claire et se répandant à mesure que le développement économique aggraverait le conflit des forces productives et que se développeraient d'après lutttes opposant les intérêts des classes: mais cette perspective ne se fondait pas sur l'argument selon lequel, les ouvriers étant plus nombreux que les bourgeois, l'accumulation de leurs opinions individuelles prévaudrait de tout son poids sur celles des adversaires.

Cette clarté et cette conscience, nous avons toujours prévu qu'elles se formeraient, non dans un néant amorphe de personnes isolées, mais dans des organisations surgissant au sein de la masse indifférenciée, dans des minorités décidées, qui, reliées d'un pays à l'autre et situées dans la continuité historique générale du mouvement, assumeraient la fonction de direction de la lutte des masses, alors que celles-ci participent à cette lutte pour des mobiles économiques bien avant d'avoir rejoint la force et la clarté d'opinions cristallisées dans le parti dirigeant.

C'est pourquoi on ne peut exclure que, même si elle était possible, une consultation de l'ensemble de la classe ouvrière faite avec le simple critère numérique, puisse donner un résultat contre-révolutionnaire dans des situations favorables à une avance et à une lutte guidée par la minorité d'avant-garde. Même une lutte générale qui se conclut par la conquête victorieuse du pouvoir est insuffisante pour éliminer dans l'immédiat les influences traditionnelles compliquées des idéologies bourgeoises. Celles-ci, non seulement survivent dans toute la structure sociale du pays de la révolution lui-même, mais

elles continuent à agir d'au-delà des frontières grâce aux imposants moyens modernes auxquels nous avons fait allusion.

Il ne suffit pas de détruire, en même temps que la machine d'Etat, tous les organes de planification idéologique du passé comme l'Eglise, l'école et autres innombrables associations; il ne suffit pas d'établir un contrôle central de tous les grands moyens de diffusion: presse, radio, théâtre, etc... Ces mesures doivent être complétées économiquement et socialement par la possibilité de passer rapidement et avec succès à l'extirpation des formes bourgeoises de production. Lénine savait fort bien que la nécessité de laisser survivre et dans un certain sens se consolider la gestion familiale des petites entreprises agricoles, signifiait laisser du terrain à la psychologie égoïste et mercantile de type bourgeois, à la propagande défaitiste du pope, en somme à laisser du jeu aux innombrables superstitions contre-révolutionnaires. Mais l'état des rapports de force ne laissait pas d'autre choix. C'est seulement en conservant la force et la solidité au pouvoir armé du prolétariat industriel que l'on pouvait concilier l'utilisation de l'élan révolutionnaire des alliés paysans contre les entraves du régime agraire féodal et la défense contre le danger d'une éventuelle jacquerie de paysans à moitié enrichis, telle que celle qui se vérifia dans la guerre civile contre Dénikine et Koltchak.

La fausse position de ceux qui veulent appliquer la démocratie arithmétique au sein de la masse travailleuse et de ses organismes remonte donc à une fausse interprétation des termes du déterminisme marxiste.

Nous avons déjà fait plus haut la distinction entre la dérive erronée selon laquelle, à chaque époque historique, à des classes défendant des intérêts opposés correspondent des groupes professant des théories opposées, la thèse exacte qui nous montre au contraire qu'à chaque époque historique le système doctrinal construit sur les intérêts de la classe dominante tend à être défendue par la classe dominée à l'avantage de la première. Qui est serf de corps l'est aussi d'esprit. Le vieux mensonge bourgeois est justement de vouloir commencer par la libération des esprits qui ne mène à rien et ne coûte rien aux privilégiés, alors que c'est de la libération des corps qu'il faut partir.

De même, à propos du fameux problème de la conscience, il est faux que la série des déterminations soit: causes économiques déterminantes - conscience de classe - action de classe.

Le déroulement est inverse: causes économiques déterminantes - action de classe -

conscience de classe. La conscience de classe vient à la fin et, de façon générale, après la victoire décisive.

La nécessité économique concentre la pression et les efforts de tous ceux qui sont opprimés et étouffés par les formes cristallisées d'un système donné de production. Ils réagissent, se débattent, se dressent contre ces limites. C'est au cours de ce heurt et de cette lutte que grandit leur compréhension des conditions générales, des lois et des principes de celle-ci et que se forme chez eux une vision claire du programme de leur classe.

Depuis des dizaines d'années, on nous reproche de vouloir une révolution d'inconscients.

Nous pourrions répondre que, pourvu que la révolution balaye l'amas d'infâmies accumulées par le régime bourgeois et pourvu que soit brisé le cercle formidable des institutions qui oppriment et mutilent la vie des masses productives, cela ne nous gêne pas du tout que les coups soient portés à fond par des hommes non encore conscients de l'issue de la lutte.

Mais par contre, nous marxistes de gauche, nous avons toujours revendiqué avec netteté et vigueur l'importance de la partie doctrinale du mouvement; nous avons constamment dénoncé l'absence de principes et leur trahison par les opportunistes de la droite (...).

La clé de notre système réside justement dans le fait que ce n'est pas l'individu que nous considérons comme le siège de cette clarification; nous savons fort bien au contraire que dans la généralité des cas les éléments de la masse lancés dans la lutte ne pourront pas avoir dans leurs cerveaux les éléments de la vision théorique générale. Poser une telle condition serait purement illusoire et contre-révolutionnaire. Ce rôle revient au contraire, non à des groupes d'individus supérieurs envoyés pour le bien de l'humanité, mais à un organisme, à un mécanisme différencié au sein de la masse, utilisant les individus comme les cellules qui composent les tissus et les élevant à une fonction qui, sans ce complexe de relations, n'aurait pas été possible. Cet organisme, ce système, ce complexe d'éléments dont chacun a ses fonctions propres est l'organisme de classe, analogue à l'organisme animal dans lequel concourent des systèmes très compliqués de tissus, de vaisseaux, etc...

C'est le parti, qui, dans une certaine mesure, détermine la classe face à elle-même et la rend capable de faire son histoire.

(A suivre)

PROGRAMME COMMUNISTE N° 96 - OCTOBRE 98

Le dernier n° de notre revue théorique «Programme Communiste» comprend des textes classiques de notre courant, épuisés depuis longtemps («Repli et déclin de la révolution bolchévique») ou jamais encore traduits en français («Les grandes questions historiques de la révolution en Russie»). Voici le sommaire complet:

- La perspective du communisme trouve dans l'Octobre bolchévique une formidable confirmation. - Les grandes questions historiques de la révolution en Russie. - Repli et déclin de la révolution bolchévique. - Annexe: co-rapport de Zinoviev au XIVe Congrès du P.C.R. (décembre 1925). - Sur le fil du temps: Danse des fantoches: de la conscience à la culture. - La question de la reprise de la lutte de classe et les tâches des communistes (fin). - Notes pour les thèses sur les questions d'organisation (1964). - Les trotskystes et la nature de l'URSS: la charlatanerie des spartacistes. - Notes de lecture: Parution du quatrième tome de la Storia della Sinistra Comunista.

Programme Communiste n° 96
(92 pages) 25 FF 10 FS 140 FB 5000
LI 10 DM £ 3

Solidarité avec les prisonniers politiques!

ratives que jamais. Jamais l'injustice, la misère et l'oppression n'ont régné à ce point en maître sur l'humanité. Les lois de l'économie de marché plongent chaque jour plus profondément les peuples du monde dans la misère. La négation des droits nationaux de nombreux peuples, le racisme, le sexisme et la dévastation de l'écosystème participent de cet écrasement général de l'humanité au profit d'une poignée de nantis. On a raison de se révolter!

3. Les signataires réaffirment par cette plate-forme leur attachement à la cause des peuples et à la lutte contre l'oppression et l'exploitation. (...) Les signataires affirment que le recours à la violence est légitime contre l'exploitation et l'oppression, pour la libération sociale et populaire, pour la conquête d'une société juste et fraternelle. «Pas de justice, pas de paix!»

4. Par conséquent, les signataires refusent et dénoncent tout chantage du type «libération contre repentir», «libération contre dissociation», etc. Les signataires peuvent avoir un regard critique sur leur expérience militante, mais ce regard critique ne concerne et ne doit servir que le mouvement de libération sociale et populaire. Ils refusent donc de faire de cet éventuel regard critique l'objet d'une transaction

avec l'appareil bourgeois, dans la mesure où celui-ci ne pourra s'en servir que contre le mouvement de libération sociale et populaire. Ni repentir, ni capitulation!

Nos divergences politiques avec ce rassemblement sont évidentes. Nous ne sommes pas des partisans de la «cause des peuples» et nous ignorons ce que peut être le «mouvement de libération sociale et populaire»; nous sommes partisans de la seule cause **mono-classiste** du prolétariat international. Nous avons dénoncé l'impasse désastreuse que constituaient pour les révolutionnaires prolétariens les orientations dites de «lutte armée» et soumis à une critique politique radicale ce que nous avons appelé le «réformisme armé» dont les «Brigades Rouges» italiennes étaient l'exemple emblématique.

Mais au-delà de l'indispensable démarcation politique avec les orientations fausses, la solidarité s'impose avec ceux qui essaient de lutter, même de façon confuse et sur des bases erronées, contre la bourgeoisie et son Etat et qui, pour cette raison, sont frappés par la répression. Ce n'est en effet pas par hasard que la justice bourgeoise est beaucoup plus sévère avec ces militants - quand ils ont la force comme c'est le cas ici - de rejeter les offres de repentir et de capitulation.

Vers la retraite à 70 ans?

Lors d'une conférence internationale sur les retraites qui s'est tenue à Monaco au début du mois d'octobre, plusieurs intervenants ont affirmé qu'il faudrait porter l'âge du départ à la retraite à 70 ans. Cela a été le cas notamment du président de la *National Association of Pension Funds* britannique (Association Nationale des Fonds de Pension) qui est le plus gros fonds de retraite européen. C'est en Grande-Bretagne que se trouvent les fonds de pension les plus importants d'Europe, et pourtant selon les responsables de ceux-ci les travailleurs cotisent trop peu et trop peu de temps pour assurer à l'avenir la viabilité du système, dans la mesure où l'allongement de la durée de vie augmente le temps passé à toucher sa retraite. Il est fini le bienheureux âge d'or où les prolétaires avaient le bon goût de crever peu après être parti à la retraite...

Le président de la NAPF a également proposé qu'à partir de 55 ans les travailleurs pourraient travailler moins et commencer à toucher une fraction de leur retraite pour compenser en partie leur baisse de salaire.

Ce même personnage admet que ces propositions et notamment l'augmentation de l'âge de la retraite pourraient être «politiquement difficiles» et que cela «pourrait rendre le gouvernement encore plus impopulaire auprès des personnes âgées» (1). Mais cela permettrait de résoudre le problème du financement des retraites.

Ces déclarations ne sont pas fantaisistes et ne concernent pas que la Grande-Bretagne. Dans tous les pays les gouvernements s'emploient, selon des modalités diverses et avec des rythmes différents, à reculer l'âge de la retraite et à en diminuer les prestations. Mais ceci entre en contradiction avec les besoins des patrons qui cherchent, eux, à remplacer une main d'oeuvre âgée, usée par des années d'exploitation, par une main d'oeuvre jeune. Typique à cet égard est le cas de l'automobile, où les patrons ont fait le forcing pour, avec l'aide de l'Etat, faire partir en pré-retraite des milliers de travailleurs de 55 ans ou moins afin de les remplacer par un nombre moindre de jeunes prolos! C'est pour répondre à ce voeu que la NAPF propose de généraliser en quelque sorte les pré-retraites.

Il y a un autre point à considérer. Les bourgeois veulent partout remplacer le système traditionnel de retraite par des fonds de pension (c'est le refrain habituel de toutes les Institutions internationales: FMI, OCDE, etc.), soit-disant pour des raisons purement

comptables ou budgétaires, mais en réalité pour mettre à la disposition des entreprises les sommes très importantes que représentent les cotisations des travailleurs. Les Fonds de retraite placent en effet leurs avoirs dans l'achat d'actions: elles fournissent donc du capital aux entreprises. C'est ainsi que le *salaires différé* des prolétaires que constituent les retraites peuvent servir à accroître encore la puissance de leur ennemi de classe...

En France le rapport Charpin rendu public ce printemps proposait de porter la durée des cotisations à 42 ans et demi, en continuant dans la voie des mesures de Balladur. Il écartait comme «peu réalistes» les propositions du patronat de porter la durée des cotisations à 45 ans ainsi que celles de la Fondation Copernic (que les médias présentent comme le porte-parole de la «gauche radicale», alors que ce n'est qu'un avatar du réformisme classique) d'augmenter les cotisations, notamment patronales.

Ce rapport Charpin avait surtout pour rôle de préparer le terrain et de roder ou d'améliorer les méthodes collaboration sociale. Voulant expressément éviter de refaire l'erreur de Juppé (agir de manière brutale pour tenter de passer en force, avec comme conséquence le déclenchement d'un mouvement social d'ampleur), le gouvernement a tenu à associer les syndicats et le maximum d'acteurs aux travaux de la commission: «'L'évolution de la CGT a été, de ce point de vue, un véritable atout', reconnaît-on dans l'entourage de Lionel Jospin», écrivait le journal «Le Monde» qui ajoutait qu'il n'y avait pas eu de «claquement de porte» parmi les «partenaires sociaux» (2).

Devant les réactions hostiles qui ont accompagné la publication du rapport, le gouvernement a aussitôt affirmé qu'il ne s'agissait d'un document de travail, et qu'aucune décision n'était prise. Peu importe; le rapport Charpin indiquait la direction: dans la question des retraites comme dans toutes les autres les prolétaires ne peuvent s'attendre qu'à voir l'offensive bourgeoise se préciser et s'intensifier - avec l'aide de l'opportunisme politique et syndical, ces faux défenseurs des ouvriers qui ne songent qu'à satisfaire les exigences du capital.

Le salut ne peut pas venir d'une réforme particulière pour sauver le système des retraites actuel et maintenir le statu-quo. La tranchée entre les classes s'élargit inévitablement; les perspectives d'une cogestion sociale entre les classes et d'un rôle protecteur de l'Etat envers les prolétaires apparaîtront de plus en plus clairement comme le masque de la soumission aux intérêts du capital. Personne d'autre que les ouvriers peut défendre les ouvriers. Seule la lutte ouverte, directe, à laquelle participeront les larges masses parce qu'elles auront senti que leurs intérêts vitaux sont en jeu, pourra s'opposer aux attaques incessantes du capital. C'est une lutte qui devra s'organiser de façon correcte: en dehors et contre les orientations défendues par les parasites opportunistes qui voudraient la subordonner aux exigences «supérieures» de l'économie nationale et du marché.

La voie de la défense réelle des conditions de vie et de travail des prolétaires n'est pas la voie de la paix sociale et des discussions feutrées entre partenaires sociaux; c'est la voie de la lutte classe contre classe qui nécessite la rupture avec toutes les illusions collaborationnistes, légalistes, pacifistes, démocratiques et la réorganisation indépendante du prolétariat aussi bien sur le plan de la lutte immédiate de défense économique, que sur le plan plus général, politique, de la lutte révolutionnaire anti-capitaliste.

Nous n'en sommes pas encore là. Mais les contradictions matérielles qui s'accumulent dans la société, la dégradation continue des conditions prolétariennes conduiront inévitablement des groupes de prolétaires à réagir, à relever la tête, à ne plus avoir peur de risquer de perdre un petit avantage ou une grande illusion, et à reconnaître dans

les autres prolétaires, non des concurrents, mais des camarades de lutte.

Alors la lutte de classe se concrétisera dans toute sa force, alors les prolétaires cesseront de subir passivement les exigences du capital et ils pourront commencer à vivre leur propre histoire en s'émancipant de l'esclavage salarié. Alors le capital, ses institutions, ses Etats et ses agents seront mis définitivement hors-circuit, sans même connaître une retraite paisible!

(1) cf «Financial Times», 4/10/99

(2) cf «Le Monde», 30/4/99.

SOUSCRIPTION PERMANENTE 4e liste 1999

Aix: 100,00 / Anonyme: 200,00 / Bourges: 600,00 / Lyon: 200,00 / Ouest: 6.762,00 / Paris: 700,00 / Roger: 400,00 /
Total liste: 8.962 FF
Total général: 23.588 FF

Contre l'OMC, une campagne démocratique réactionnaire

Les négociations de Seattle dans le cadre de l'OMC (Organisation Mondiale du Commerce) ont suscité une campagne de mobilisation et d'agitation contre la mondialisation, sur la lancée de l'affaire Bové. Il est hors de doute que les communistes ne peuvent que combattre tous les efforts du capitalisme pour faciliter son expansion, nous ne sommes plus à l'époque du féodalisme où le mode de production capitaliste représentait un progrès historique pour l'humanité: il était alors licite, mieux, c'était un devoir pour les prolétaires de participer au combat pour renverser l'ancien régime avec les classes bourgeoises et petites-bourgeoises, tout en luttant pour conquérir son indépendance de classe et en se préparant à entrer en lutte contre ces classes. Le capitalisme moderne n'a plus aucun aspect révolutionnaire ou progressif. La «mondialisation» n'est pas un mouvement dirigé contre des structures sociales et économiques archaïques, contre des modes de production dépassés. Elle est la manifestation que toute une série de structures et d'organisations édifiées par le capitalisme lui-même dans les décennies passées sont devenues aujourd'hui une gêne pour les impérialismes les plus puissants.

Les négociateurs impérialistes veulent abaisser les barrières douanières et les obstacles de toutes natures que les divers Etats utilisent pour se protéger des concurrents plus puissants; ils veulent aussi ouvrir à la concurrence une série de secteurs protégés jusqu'ici (santé, culture, éducation, etc.). Le résultat de cette libéralisation commerciale sera sans aucun doute une intensification de l'exploitation capitaliste et une détérioration des conditions de vie et de travail ouvrières; mais la conséquence en sera aussi une concurrence accrue pour les petits industriels ou les petits bourgeois de certains secteurs économiques qui frémissent donc à cette idée. L'exemple du cinéma est typique: les négociateurs français, avec l'appui bruyant de la profession cinéaste, veulent défendre l'«exception culturelle» contre la menace de la culture unique américaine. Mais le motif «culturel» sert en réalité à défendre les intérêts tout à fait matériels et rien moins que négligeables de l'industrie cinématographique. Pour les Etats-Unis il s'agit de l'un des secteurs économiques les profitables avec lequel ils engrangent des millions de dollars, et toutes proportions gardées, il en est de même pour la France.

Un bon exemple de cette opposition petite-bourgeoise aux formes plus ouvertes de l'expansion capitaliste peut se trouver dans l'appel «Halte à l'internationale du capital» signé «d'artistes, d'universitaires, de syndicalistes et de responsables associa-

IL COMUNISTA (Bimestriale)

No 67 - Octobre 1999

- Rivalità nelle file del collaborazionismo sindacale, ma solo sulle ricette da adottare per far passare l'ennesima stangata sulla pelle dei proletari - Massacri e appetiti imperialistici a Timor - Lsu e disoccupati napoletani in lotta anche contro le proprie contraddizioni - Cantieri Navali di Porto Marghera: muore un operaio schiacciato da una gru. I padroni lo chiamano: Incidente. I sindacalisti lo chiamano: Incidente mortale. Noi lo chiamano con il suo vero nome: Assassinio - L'economia mondiale sotto un vulcano (2) - Pinochet: sacrificio dell'utile alleato di ieri sull'altare dell'ordine democratico borghese - La questione dell'auto-determinazione nei Balcani - Le tradizioni internazionaliste del proletariato serbo - Terrorismo e comunismo (Trotsky) - Solidarita ai movimenti colpiti dalla repressione - Indicio per titoli dell'annata 1998

tifs», inévitablement truffé de trotskystes. En voici quelques extraits significatifs:

«Chaque jour davantage le marché prend le contrôle de la vie (...) Il rogne les progrès sociaux, élimine les différences, détruit des services publics, anéantit la démocratie et le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes. Chaque jour davantage s'accélère la globalisation sans qu'aucune institution démocratiquement désignée ne l'ait décidée.

(...) Les signataires de cet appel proposent à tous les peuples du monde de se rassembler pour réclamer et imposer à leurs gouvernements les 3 décisions suivantes: 1) Un audit général sur toutes les conséquences de la mondialisation et en particulier sur le respect par l'OMC de la Déclaration universelle des Droits de l'homme et de toutes les conventions internationales. 2) La réunion d'états-général planétaires où seront démocratiquement confrontés les points de vue des citoyens, des travailleurs, des entreprises, des syndicats, des associations, des ONG, des élus (...). 3) Un moratoire (...) sur toute nouvelle libéralisation des échanges (...) en attendant que l'audit soit achevé et que les états-général soient tenus».

Ce genre de jérémiades démocratiques constituent le fonds idéologique des campagnes contre la «mondialisation». Les appels à la «démocratie» ne pourront bien entendu jamais arrêter la marche en avant de la concentration capitaliste; s'ils ne gênent en rien le capitalisme, ils contribuent par contre, surtout avec la caution «révolutionnaire» des trotskystes, à débousoler encore un peu plus les prolétaires en leur faisant croire que la seule façon de s'opposer au capitalisme réside dans l'union interclassiste au nom de la défense de la démocratie, de la souveraineté nationale et de l'Etat-providence.

Le capitalisme se renforce, s'internatio-

(Suite en page 8)

Socialisme prolétarien contre socialisme petit-bourgeois

La brochure «Le Prolétaire» n°6 vient d'être rééditée. Elle rappelle l'opposition fondamentale entre le socialisme scientifique et tous les prétendus socialismes qui ont fleuri au cours des décennies écoulées et elle donne les grands traits de la conception marxiste du communisme, en reproduisant des extraits de textes classiques du marxisme ainsi que de textes du parti.

La brochure de 50 pages: 10 FF.

SOLIDARITE ...

lation - qu'avec les malfrats et les criminels inscrits au palmarès du «grand banditisme»: quelle que soit la gravité de leurs crimes ces derniers ne représentent aucune menace pour le système dont ils suivent au contraire la règle fondamentale de l'exploitation du travail d'autrui et du chacun pour soi. La bourgeoisie redoute par contre que les prolétaires soient un jour poussés à s'engager dans la lutte politique ouverte et violente, affranchie de toutes les limitations imposées par sa loi, car c'est alors seulement que sa domination sera menacée. C'est pourquoi il lui faut faire des exemples et traiter impitoyablement les militants qui, indépendamment de leurs fausses orientations, peuvent constituer en quelque sorte les précurseurs isolés de cette lutte prolétarienne future. Le prolétaires ne peuvent donc rester indifférents face à la répression bourgeoise même vis-à-vis de militants qui ne se réclament pas de leur classe mais du peuple: en réalité ce sont eux qui sont la cible fondamentale de cette répression, de ce terrorisme de l'Etat bourgeois.

Solidarité sans condition et sans exclusivité avec les victimes de la répression bourgeoise! **A bas le capitalisme, sa justice et son Etat!**

(1) A.P.A.C., BP 6, Saint Gilles 1, 1060 Bruxelles.

Question Kurde

Les offres de capitulation d'Ocalan et du PKK à l'Etat turc

Le 25 novembre la Cour de cassation a confirmé la peine de mort prononcée cet été contre Ocalan, le chef du PKK (Parti des Travailleurs Kurdes) par les juges turcs à l'issue d'un procès caricatural au milieu d'une campagne d'opinion hystérique contre le «tueur d'enfants, de femmes et de vieillards».

Mais l'attitude du chef de ce parti indépendantiste qui mène depuis des années des actions de guérilla a été bien plus étonnante que ce procès et que cette campagne. Depuis sa capture au début de l'année, Ocalan s'était répandu en déclarations désavouant la lutte armée contre l'Etat turc, au point que ses partisans mettaient «son étrange comportement» et «son effondrement» sur le compte des mauvais traitements subis pendant sa détention au secret (1). Mais au cours de son procès il a renouvelé et précisé toutes ces déclarations, demandant pardon aux parents des soldats tués au cours des affrontements avec la guérilla, louant l'«unité» de la Turquie, appelant le PKK à changer d'orientation, à mettre à fin à la lutte armée à partir du premier septembre et à faire partir ses combattants du pays: Les combats «constituent des obstacles au développement des droits de l'homme et de la démocratie», «Rien, aucune idéologie ne peut justifier le terrorisme», etc., etc. Le PKK a obtempéré sans état d'âme apparent; il a annoncé le départ anticipé de ses guérilleros du territoire turc en niant que les propositions d'Ocalan soient une «capitulation sans condition»: «Lors de son procès Abdullah Ocalan a proposé la paix à la Turquie à travers un plan de démocratisation accompagné d'actes diplomatiques. (...) Ce projet propose la reconnaissance de la langue et de la culture kurdes dans le cadre d'une citoyenneté constitutionnelle, l'augmentation du pouvoir des élus locaux, ainsi qu'une série de réformes démocratiques. En contre-partie les Kurdes s'engagent à mettre fin à la lutte armée et à trouver leur place au sein de l'Etat, en respectant son intégrité» (2).

La réponse du gouvernement turc de coalition centre gauche-extrême droite nationaliste a été, comme c'était prévisible, le refus de toute concession aux Kurdes et de toute négociation avec les «terroristes» du PKK. L'armée a lancé une nouvelle campagne de ratissage et de terreur dans les régions kurdes de Turquie ainsi qu'en Irak. Depuis la guerre du Golfe, la Turquie s'est en effet arrogée le droit, avec l'accord tacite de ses partenaires de l'OTAN, de mener des opérations militaires en territoire irakien. Le Parti Démocratique Kurde irakien collabore à ces actions contre les kurdes de Turquie qui viennent chercher refuge ou constituer des bases arrière dans cette région de l'Irak (3).

L'attitude du PKK et de son chef n'est pas aussi surprenante qu'elle paraît pour ceux qui sont dupes de la réputation que lui ont fait les médias européens (4). Organisation nationaliste petite-bourgeoise en dépit de son nom (Parti des Travailleurs Kurdes) et de son implantation indéniable parmi les prolétaires kurdes émigrés, le PKK est l'un des derniers mouvements nés sur la lancée de la grande vague des luttes anti-coloniales qui a connu son apogée dans les années soixante et au début des années soixante-dix. Lorsque cette vague s'est retirée il ne pouvait manquer de suivre l'évolution générale et de chercher un arrangement avec l'ordre impérialiste. Le PKK avait depuis longtemps abandonné la revendication d'indépendance pour celle d'une autonomie au sein de la Turquie. Depuis quelques années il a troqué les références au «marxisme» (à la sauce maoïste) pour les références à l'Islam (Ocalan accordait ses interviews le chapelet à la main); il a multiplié les offres de négociation aux autorités turques; il a approuvé le vote de la confiance au gouvernement Tansu Ciller par les députés kurdes (5), et multiplié les «trè-

ves unilatérales des combats». Suivant une trajectoire parallèle à celle empruntée avant lui par l'OLP palestinienne, après une phase de guérilla active dans la deuxième moitié des années 80, il a privilégié l'action diplomatique: la Syrie lui a ainsi permis d'établir des camps d'entraînement dans la plaine de la Bekaa libanaise, tandis que la Grèce lui accordait un soutien discret et probablement l'Irak. Et en se plaçant sur ce terrain, il se condamnait à être un pion dans le jeu des rapports entre les Etats bourgeois.

Après la signature en octobre 98 d'un accord entre la Turquie et la Syrie où cette dernière s'engageait à cesser son soutien au PKK, et alors que des accords similaires étaient passés avec l'Irak, Ocalan était expulsé du Liban. Après un séjour à Moscou, il débarquait quelque temps plus tard en Italie pour y demander l'asile politique. Après de longs atterrissements, le gouvernement italien refusait et Ocalan repartait vers une destination inconnue. Il sera finalement arrêté par un commando turc au Kenya, où il avait trouvé refuge à l'ambassade de Grèce. On saura par la suite que les Etats-Unis ont joué un rôle décisif dans son arrestation, en faisant pression sur l'Italie et sur la Grèce pour qu'elles refusent de lui accorder l'asile politique, et en suivant pas à pas son périple: la Turquie est un allié de grande valeur pour les Etats-Unis en raison de son importance stratégique au carrefour du Moyen-Orient, des Balkans et de la Mer Noire. Nul doute que l'intérêt de Washington à ce que règne l'ordre en Turquie et que les poussées de rébellion kurdes y soient écrasées, soit encore particulièrement accru par le projet américain de construire un oléoduc passant par les régions kurdes pour exporter le pétrole de la mer Caspienne...

En arrêtant Ocalan et en obtenant ses appels à la fin de la lutte armée, l'Etat turc a selon toute vraisemblance porté un coup fatal au PKK. Mais sa victoire militaire et politique contre ce parti ne signifie pas la fin de la «question kurde». Les Kurdes continueront à subir l'oppression nationale d'un Etat qui, comme les autres Etats de la région qui ont annexé des territoires kurdes, nient jusqu'à leur existence afin de maintenir son unité nationale; ils continueront à vivre sous un véritable état de siège, à être victimes d'une répression qui a fait des milliers de victimes et de «disparus», détruit des villages entiers et provoqué un exode très important (6).

Les causes de la révolte des Kurdes ne sont donc pas près de disparaître. Mais si le PKK a montré une nouvelle fois l'impasse que représente le nationalisme pour les masses déshéritées, les prolétaires kurdes ont, eux, la possibilité de suivre une voie toute différente: la voie de la lutte de classe, de cette lutte qui dépasse les barrières nationales, religieuses ou raciales, pour unir les prolétaires de toutes origines dans une même lutte anti-capitaliste. Même si elle paraît aujourd'hui être une perspective irréaliste et abstraite, la lutte de classe est la seule issue, y compris pour les prolétaires qui subsistent, outre l'exploitation typique du capitalisme, une oppression raciale ou nationale. Quant aux prolétaires turcs, leur propre intérêt de classe doit les conduire à manifester leur solidarité avec leurs frères de classe kurdes afin d'unir les rangs prolétariens contre la bourgeoisie turque et son Etat. Et pour cela, pour démontrer dans les faits qu'ils n'ont rien en commun avec les oppresseurs bourgeois, il leur faut lutter sans hésitation contre l'oppression et la répression anti-kurdes, contre les massacres et les tortures, pour l'égalité des droits envers les Kurdes, y compris le droit à la séparation et à la formation d'un Etat national.

La défense de l'unité nationale de la Turquie et de l'intégrité de ses frontières est

un objectif intégralement bourgeois et réactionnaire auquel les prolétaires turcs doivent opposer l'union des prolétaires de toutes nationalités contre l'exploitation capitaliste et contre toutes les oppressions. La reconnaissance par les prolétaires de la nation oppresseuse du droit à l'autodétermination des populations opprimées est indispensable s'ils ne veulent pas avoir une part de responsabilité dans cette oppression et donc rendre impossible l'unité avec les prolétaires opprimés; mais cela ne signifie en aucun cas confondre la lutte de classe anti-capitaliste avec la lutte nationale bourgeoise, ni donner la prééminence à celle-ci sur celle-là.

Tout en reconnaissant donc sans aucune réserve le droit à l'autodétermination des Kurdes, les prolétaires conscients avertissent que cet Etat ne serait pas autre chose qu'un Etat bourgeois, fondé sur l'exploitation de ses propres prolétaires. Et ils proposent leur propre alternative, qui n'est ni celle de la constitution de nouveaux Etats bourgeois, ni celle de la réforme démocratique des Etats bourgeois existants, mais celle de la révolution communiste internationale contre tous les Etats bourgeois qui mettra définitivement fin du même coup à toutes les oppressions.

(1) Voir l'article du président de l'Institut Kurde de Paris dans «Libération» du 7/6/99.

(2) cf «Ozgur Politika», traduit dans «Courrier International» n° 453 (8/7/99).

(3) «Le Monde» du 8-9/8/99 écrit: «Cela fait des années que le PDK, allié à l'armée turque, pourchasse le PKK. Il exige de l'UPK (l'autre grand parti kurde d'Irak - NdR) de s'associer à cette guerre et en fait une condition sine qua non d'une réconciliation avec l'UPK». Le journal rapporte aussi des informations «de source kurde» selon lesquelles le PKK aurait des contacts avec le régime de Bagdad. Voir aussi: «La Turquie sur un volcan» sur «Le Proletaire» n° 430.

(4) Cela a été le cas du groupe «Programma Comunista» dont nous avons critiqué sur «Programme Communiste» n° 95 l'incroyable position de type trotskyste par rapport au PKK: prenant celui-ci pour un défenseur conséquent des masses kurdes contre l'oppression, «Programma» estimait que les communistes devaient travailler pour qu'une aile gauche de cette organisation nationaliste bourgeoise constitue le noyau du parti communiste de toute la région moyen-orientale! La seule réponse à notre critique était de nous accuser de «malhonnêteté politique»... Il a fallu cinq ans pour que «Programma» se

décide enfin à abandonner cette position intenable (mais sans reconnaître s'être trompée, selon son habitude): dans le n° de février 99 le lecteur, soulagé, peut ainsi lire que le parti du prolétariat kurde «ne pourra naître de l'aile gauche du PKK (...). Le parti communiste du Kurdistan pourra donc naître seulement comme section du Parti Communiste Mondial, et de la lutte implacable contre l'idéologie nationaliste et contre le PKK». Cette (tardive) rectification est malheureusement gâchée par toute une série de formules déplacées, ambiguës ou fausses (peut-être motivées par le souci de ne pas heurter le dogme de l'infaillibilité papale!), comme une curieuse perspective de révolution par étapes («le renversement de toutes les frontières de la région par la révolution prolétarienne, la fusion des diverses nationalités dans un Etat unique, qui à brève ou moyenne échéance pourrait être même une "Union des républiques ouvrières du Moyen-Orient" et, dans une perspective à plus long terme, la République prolétarienne mondiale»), ou l'invocation de la «dignité» comme motif de solidarité prolétarienne avec les Kurdes, ou encore la très insuffisante précision que les prolétaires kurdes ne pourront se libérer «d'un nationalisme de désespérés que lorsque le prolétariat mondial, renaisant, leur fera la faveur (!) de débarrasser la voie de l'obstacle qui l'encombre jusqu'ici, c'est-à-dire seulement à la condition qu'il reconnaisse sans hésitation la revendication du droit des Kurdes à s'organiser dans un Etat national indépendant», etc.

(5) Cela n'a pas empêché les autorités de condamner quelques mois plus tard ces députés à 15 ans de prison pour cause de «séparatisme» et de relancer les opérations militaires anti-kurdes.

(6) Depuis le coup d'Etat militaire de 1980 la guerre dans les régions kurdes aurait fait plus de 30 000 morts (dont 25 000 Kurdes), provoqué la destruction de 4000 villages, causé le déplacement de 3 millions de personnes. La répression a également frappé les opposants turcs radicaux dont un bon nombre figure parmi les centaines de «disparus» victimes des «paramilitaires», parmi les torturés et les emprisonnés. Pour une analyse plus détaillée, voir «Question kurde: émancipation populaire ou prolétarienne?» dans «Programme Communiste» n° 95.

CORRESPONDANCE :
POUR LA FRANCE :
Editions Programme, 3 rue Basse
Combalot, 69007 Lyon
POUR LA SUISSE :
Editions Programme, Ch. de la
Roche 3, 1020 Renens
POUR L'ITALIE :
Il Comunista, C. P. 10835, 20110
Milano

Contre l'OMC, une campagne démocratique réactionnaire

(Suite de la page 7)

nalise, fait disparaître les uns après les autres les concessions faites autrefois. Il ne sert à rien de gémir sur le passé et de rêver que la collaboration entre les classes pourra éviter qu'il disparaisse. Les prolétaires conscients doivent savoir qu'il n'y a qu'une seule réponse non illusoire à l'internationalisation du capital: l'union prolétarienne internationale; une seule réponse au démantèlement des amortisseurs sociaux et à l'intensification de l'exploitation capitaliste: la reprise de la lutte de classe anti-capitaliste.

Tous ceux qui proposent d'autres réponses, d'autres alternatives ne sont que des ennemis du prolétariat et de sa lutte d'émancipation.

Non à la solidarité nationale, non aux exceptions culturelles, non à l'union et au dialogue démocratique entre les classes, vive la lutte pour la révolution communiste mondiale!

No d'inscription à la commission paritaire de presse: 52926. Directeur-gérant: Dessus. Versements: timbres poste ou chèque à l'ordre de: Dessus. Abonnement au «proletaire»: 50 FF / 200 FB / 30 FS / 15000 Li. Abonnement de soutien: 100 FF / 400 FB / 60 FS / 30000 Li. «programme communiste» (Revue théorique), le numéro: 25 FF / 10 FS / 140 FB / 5000 Li / £ 3 / 10 DM / Amérique latine: US \$ 1 / USA et Cdn: US \$ 4 / 450 Pts. Abonnement: le prix de 4 numéros. Abonnement de soutien: 200 FF / 1000 FB / 80 FS / 40000 Li / 80 DM / £ 25 / 3500 Pts / Amérique latine: US \$ 8 / USA et Cdn: US \$ 35. «il comunista», le numéro: 2000 Li / 10 FF / 40 FB / 5 FS. Abonnement: 18000 Li / 60 FF / 240 FB / 35 FS. Abonnement de soutien: 30000 Li / 125 FF / 500 FB / 70 FS. «el programa comunista», le numéro: 400 Pts / 250 Esc. / America latina: US \$ 0,5 / USA et Cdn: US \$ 3 / 20 FF / 120 FB / 8 FS / 4000 Li / 8 DM / 20 Krs. Prix de soutien, le numéro: 800 Pts / 500 Esc. / America latina: US \$ 1 / USA et Cdn: US \$ 6 / 40 FF / 240 FB / 16 FS / 8000 Li / 16 DM / 40 Krs. Imprimé par nos soins.